

juillet /  
décembre  
2006  
N° 3



# Lettre de l' AISLF

Association Internationale des Sociologues de Langue Française

## Éditorial

Les sociologues que nous sommes font-ils preuve de réflexivité au sens où l'entend Anthony Giddens ? Sont-ils capables d'examiner et de réviser leurs propres pratiques à la lumière des informations nouvelles concernant ces pratiques mêmes ? Dans la mesure où le développement de la sociologie contribue à la réflexivité de nos contemporains, cette dernière devrait être pour les sociologues la chose du monde la mieux partagée. Et pourtant ? Bien que nous ayons probablement beaucoup plus réfléchi que dans d'autres disciplines à notre rapport à l'objet, aux fondements épistémologiques de notre savoir, il est un point que nous ne traitons pratiquement jamais : celui de l'usage que nous faisons de la connaissance sociologique lorsqu'elle est susceptible de s'appliquer à notre expérience. Le sociologue de la famille a-t-il un autre regard sur son univers familial, celui des religions sur ses croyances, celui de l'organisation sur ses stratégies ? En quoi le savoir sociologique transforme-t-il ou non la vie de ceux qui le produisent ? Serait-il possible

d'alimenter la réflexivité des autres et non la sienne ? La question reste ouverte et je vous la livre comme telle.

Mais en ce qui concerne l' AISLF, notre décision est claire. Si nous voulons faire des choix politiques plus éclairés, il nous faut mieux savoir ce que nous sommes, faire d'une certaine manière de notre association un objet sociologique. Le dossier que nous vous présentons ici constitue un premier pas dans cette direction en tentant de répondre à la question : qui sommes-nous ? Où allons-nous ? Il serait possible, et nous ne l'excluons pas, d'aller encore plus loin, de nous demander « comment fonctionnons-nous ? » autrement que pour célébrer notre *gemeinschaft*.

Mais dès à présent, ce dossier nous offre quelques pistes de réflexion et d'action. L'une est celle de l'internationalisation sur la base de la francophonie. À l'évidence, elle constitue notre point fort en nous distinguant des associations nationales comme des deux autres associations internationales que sont l' AIS et l' AES, mais jusqu'à quel point est-elle concrètement réalisée ? Ne reste-t-elle pas, en dépit de la diversité d'origine de nos membres et de notre bureau, limitée à un petit nombre de pays ? Lui donner une réelle consistance est donc un enjeu majeur sur lequel nous devons nous mobiliser. Dès à présent, trois de nos actions vont dans ce sens : les localisations des colloques de bureau (Dakar en avril 2007, Sofia en septembre 2007, Beyrouth en mars 2008) en attendant le congrès à Istanbul en juillet 2008 ; le choix de constituer un réseau international des responsables de filières de sociologie avec le soutien de l'Agence universitaire de la Francophonie ; l'organisation, lors de nos manifestations, de journées universitaires internationales à l'intention des étudiants locaux. Mais vous avez sans doute d'autres suggestions, nous les attendons.

## Sommaire

Éditorial	1
Activités du bureau	2
Activités des CR et GT	4
Dossier	13
Ouvertures	20
Informations diverses	23

Monique Hirschhorn

## Activités du bureau

### Décisions du Bureau de Liège, Belgique, septembre 2006

#### POSITIONNEMENT DE L' AISLF

\* AIS, AES, réseau émergent des associations du sud de l'Europe : possibilités d'insertion internationale face auxquelles affirmer notre spécificité.

\* Associations nationales de sociologie : rapports plus ou moins intenses selon les pays et généralement très bons. Nécessairement étroits avec l'Association Française de Sociologie (AFS) pour des raisons d'implantation géographique (49% de nos membres sont français et siège social en France).

\* Rencontre avec des responsables de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) le 20 septembre à Paris. Réelle convergence de vues et d'objectifs qui justifie des liens renforcés.

#### PRÉPARATION DU CONGRÈS D'ISTANBUL

\* **Rappel du thème**, dont la pertinence est avérée : « Être en société. Le lien social à l'épreuve des cultures »

\* **Structure générale** : sur le modèle des deux derniers Congrès, séances plénières le matin et le lundi 7 juillet toute la journée ; plages pour les sessions des CR et des GT les après-midi du mardi 8 au vendredi 11, ainsi que la matinée du samedi 12 ; une table ronde sur la sociologie turque le mercredi 9 en fin de matinée et une table ronde 'Turquie/Europe' en début de matinée le vendredi 11. Enfin, le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'Aislf donnera lieu à une séance le lundi 7 juillet ainsi qu'à diverses autres manifestations.

\* **Conférenciers** : certains ont déjà donné leur accord. Contacts encore en cours.

\* **Finances** : l'échéancier est au point et les responsabilités distribuées

\* **Prix du Jeune sociologue** : il sera lancé sur le modèle du précédent

\* **Organisation pratique** : les groupes de travail sont opérationnels



#### POLITIQUE DE COMMUNICATION

**1 – Revue SociologieS** : la première mise en ligne, en octobre, se fera avec : deux articles (et si possible trois) dans la rubrique 'Premiers textes', cinq articles dans la Rubrique 'Théories et recherches', un article (et si possible deux) dans la rubrique 'Découvertes / redécouvertes', et enfin un article dans la rubrique 'Débats'.

Pour 2007, six articles sont en cours d'évaluation. Le contenu de la rubrique 'Transferts d'expériences' est modifié, ainsi que son intitulé ('Transferts').

En 2008, un numéro spécial sera consacré au 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'Aislf, sur le thème « 50 ans après » et exposera les différents courants de la sociologie francophone. Les articles seront traduits en anglais et en espagnol. Par ailleurs seront publiés des textes des membres du premier Bureau provisoire de 1958. L'idée des traductions est abandonnée.

**2 – Lettre de l'Aislf** : le n°3 sortira en novembre. Des décisions sont prises pour le sommaire du n°4 qui devra être prêt fin avril 2007.

**3 – Petits Bulletins électroniques bimensuels** : la question se pose du contrôle de l'information diffusée. Des mesures sont décidées pour dégager notre responsabilité.

**4 – Site** : il a été entièrement refondu et les informations sont constamment mises à jour. Il convient donc d'aller le visiter souvent.

#### CALENDRIER DES PROCHAINES RÉUNIONS DU BUREAU

\* **Dakar, Sénégal, 2007** : réunion du Bureau les 21 et 22 avril. Elle sera précédée par un colloque du 18 au 20 sur « Les vocations actuelles de la sociologie francophone » qui comportera une journée de formation destinée aux étudiants assurée par les membres du Bureau. Cette manifestation s'inscrit donc directement dans notre politique.

\* **Sofia, Bulgarie, 2007** : réunion du Bureau les 30 septembre et 1er octobre, colloque les 28 et 29 septembre. La problématique du colloque, sur « L'engagement citoyen », est discutée. Ce sera l'occasion de lancer un nouveau Groupe de travail (GT) sur le thème du colloque et d'une collaboration avec le CR 28.

\* **Deux autres manifestations en 2007 sans réunion mais avec implication forte du bureau :**

- **Concepción, Chili** : colloque du 17 au 20 janvier 2007 sur le thème « Les conséquences de la globalisation sur le contrat social ». Organisé en liaison avec l'Association chilienne de sociologie. Plusieurs membres du Bureau seront présents.

- **Buenos-Aires, Argentine** : projet de colloque sur « Parcours de vie et contextes socio-historiques », en association avec les CR 06 et 38. Date à fixer, sans doute fin octobre / début novembre. Plusieurs membres du Bureau présents.

\* Le projet de Berlin en 2008 est définitivement abandonné

\* **Beyrouth, Liban, 2008** : projet entièrement monté lorsque la guerre a éclaté. Cependant cette option est gardée pour le mois de mars.

#### CANDIDATURES NOUVEAUX MEMBRES



Ont été acceptées les candidatures de 18 nouveaux membres (10 hommes et 8 femmes) et 4 doctorants (3 hommes et 1 femme), dont 11 de France, 3 du Canada, 2 de Belgique, 2 de Madagascar et un de chacun des pays

suivants : Tunisie, RD Congo, Italie, Côte d'Ivoire.

#### UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Elle s'inscrit plus que jamais dans nos objectifs et dans la perspective d'un partenariat construit avec l'AUF. Un groupe de travail est mis en place dont Jean-Pierre Corbeau sera responsable.

*Thème* : Les modes d'explication

*Lieu* : Tours

*Date* : juillet ou septembre 2007

*Format* : environ 20 personnes

#### QUESTIONS DIVERSES

\* **Rencontre avec l'Association internationale des démographes de langue française (AIDELF)**, en vue de l'organisation commune de manifestation(s).

\* **Bilan de la session AISLF à Durban** : reporté à la prochaine réunion.

\* Daniel Filâtre, élu président de l'Université de Toulouse Le Mirail en France, présente sa démission de la fonction de trésorier. **Le Bureau décide que cette fonction sera assurée par la secrétaire générale adjointe, Odile Saint Raymond, jusqu'à la prochaine assemblée générale.**

**Odile Saint Raymond**

## Compte rendu du colloque de Liège, Belgique, septembre 2006

Difficile de tirer tous les enseignements d'un colloque qui a réuni, en deux journées, 150 à 160 participants dont plus d'une centaine d'intervenants qui se sont succédés les matinées en plénières et les après-midis en trois ateliers fonctionnant en parallèle ! Difficile de synthétiser l'ensemble des échanges en quelques lignes tant, de l'avis général, l'intensité des interventions, la qualité des échanges furent élevées. Les 25 et 26 septembre 2006, l'Université de Liège organisait, comme ce fut le cas à de nombreuses reprises par le passé, un colloque placé sous l'égide du Bureau de l' AISLF dans un contexte particulier, celui d'un repositionnement complet de la sociologie et plus largement des sciences sociales au sein et autour de l'Université de Liège où, dès l'entame, la métaphore de « combat » fut mobilisée pour rappeler combien cette démarche s'inscrivait dans un vaste mouvement de refonte de nos paysages universitaires.

Il faut encore préciser qu'un des enjeux de ce colloque – dont le titre était « *L'État social à l'épreuve des parcours de vie* » – organisé dans le cadre de l'activité conjointe d'un comité de recherche (le CR6 « Parcours de vie et vieillissement ») et d'un groupe de travail AISLF (GT 19 « Sociologie de l'action sociale »), était de porter le regard au-delà de la sociologie, de permettre la rencontre entre disciplines différentes qui, tout en se côtoyant souvent, ne prennent sans doute pas suffisamment de temps pour débattre et réfléchir ensemble sur leurs travaux. Ainsi à côté des sociologues, sont venus s'adjoindre des collègues d'autres disciplines telles que la démographie, la géographie, les mathématiques et les sciences politiques.

Le programme, étalé sur deux journées, avait été conçu autour de deux « troncs » principaux. Le premier consistait en une interrogation sur les politiques sociales, sur leurs enjeux normatifs, sur leurs problèmes de catégorisation, sur les parcours d'insertion, sur la précarisation des trajectoires et sur les trajectoires professionnelles des intervenants sociaux. Le second portait plus spécifiquement sur un questionnement méthodologique où des notions telles que celles de trajectoires, de parcours de vie, de passages et transitions biographiques furent interpellées, précisées, mises à l'épreuve de recherches empiriques actuelles.

À ce stade, et avant la publication des actes, quelques pistes de réflexion peuvent être dégagées. À suivre de nombreux auteurs, on peut désormais parler de véritable « tournant biographique » pris par les sciences sociales au cours de ces dernières années. Ce tournant, associé à d'autres évolutions relativement récentes telles que l'ancrage dans les méthodes qualitatives, l'importance accordée au langage et à la réflexivité témoigne de l'importance désormais accordée aux processus d'individuation et plus précisément aux biographies individuelles. Si les ponts entre les évolutions actuelles des politiques sociales et les interrogations plus méthodologiques sur les parcours de vie furent, de l'avis général, difficiles à établir, force est de constater que plusieurs exposés – notamment en séances plénières – permirent de relier ces deux perspectives. Nous approchons là d'un des grands objectifs de ce colloque.

Au terme de ces deux journées, on peut avancer que nos rencontres confirment une évolution singulière de nos politiques sociales. Les pouvoirs publics qui, traditionnellement, avaient pour vocation de produire de l'homogénéité au sein du corps social (voir ASTIER I., DUVOUX N. (dir.), *La société biographique : une injonction à vivre dignement*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2006), s'immiscent de plus en plus dans la gestion de l'existence à la fois biologique et biographique. Nous assisterions aujourd'hui à un investissement du corps et du biographique par le politique.

Au-delà, se mettrait progressivement en place un nouveau mode de gouvernement de nos sociétés dans des secteurs aussi divers que ceux de la santé, de l'emploi, de la sécurité, de la protection de la jeunesse, de l'aide sociale, de l'éducation, de la vieillesse, etc où gouverner ferait *in fine* que chacun apprendrait à se gouverner par lui-même, à s'administrer, à protéger sa santé, à être l'acteur de sa propre vie, à tenter de maîtriser son propre destin biologique et biographique. Pour les institutions publiques, il s'agirait moins de produire de l'homogénéité que de viser à soutenir une production d'hétérogénéité des conduites et des parcours de vie.

Dans ce contexte, la question même de l'institutionnalisation des parcours de vie, celle de la transformation de biographies individuelles et fragmentaires en véritables parcours de vie interpelle nos politiques sociales. Car, s'il s'agit là bien souvent, auprès des publics les plus démunis, de tenter de produire du biographique à partir de récits et de fragments narratifs de l'infortune, il faut remarquer que se dessinent plus largement les traits d'une nouvelle normativité incitative.

Didier Vrancken

## Activités des CR et des GT

### Colloques organisés par les CR et GT au premier semestre 2006

#### L'action publique face à la mobilité 2 au 4 mars 2006, Genève, Suisse

Faisant écho à une demande sociale soutenue, de très nombreuses études appliquées sont, depuis vingt ans, à la recherche de stratégies susceptibles de diriger les habitudes de transport de la vie quotidienne vers moins d'automobile. Ces travaux ont permis d'identifier très finement les déterminants des pratiques modales et les obstacles à l'action dans ce domaine, qu'ils soient de nature institutionnels, économique, sociaux ou géographiques. Pourtant, malgré les connaissances accumulées, la faiblesse de leurs concrétisations pose question. L'intermodalité et la qualité de service dans les transports publics du point de vue de l'habitant, le stationnement comme outil de régulation, l'amarrage de l'urbanisation aux accessibilités procurées par les transports publics, la dynamique des fluides appliquée aux carrefours à feux comme outil de gestion des transports urbains, autant de thèmes qui ont fait l'objet de recherches pointues et convaincantes en ingénierie des transports et en urbanisme et qui ne se sont que peu matérialisées sous forme de réalisations.

À partir de la timidité de l'action publique en matière de mobilité urbaine, ce colloque, organisé par le GT 23, se proposait d'aborder la légitimité et les marges de manœuvres du politique en matière d'action sur les mobilités inhérentes aux modes de vie. Plus spécifiquement, il proposait de se concentrer sur les trois thématiques suivantes :

- La timidité des politiques de transports urbains et la crise de l'expertise. La difficulté à mener des politiques de transports urbains visant à promouvoir l'utilisation d'autres moyens de transport s'explique-t-elle par une expertise socio-économique qui peine à intégrer des critères qualitatifs ?

- L'acceptabilité politique et sociale des mesures visant à réduire la place de l'automobile en ville. La prise de décision se heurte-t-elle à des obstacles liés au fait que l'automobile est à la fois indésirable et largement indispensable à la vie en ville ?

- Les politiques de transports et d'urbanisme passées comme frein au changement. La matérialisation de l'action publique passée sous forme d'urbanisations, d'infrastructures et de normes induit-elle des chemins de dépendances ?

**Vincent Kaufmann**  
<vincent.kaufmann>  
et **Bertrand Montulet**  
<montulet@fusl.ac.be>

### **Dynamiques du travail et de l'emploi et logiques d'entreprise** **6 et 7 mars 2006, Sfax, Tunisie**

Ce séminaire international a été organisé par le CR15 *Sociologie du travail* et le Département de sociologie de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sfax (Tunisie), sous la coordination de Ridha Ghoul et avec la participation de l'unité de recherche GEDES (Groupe d'études pour le développement et l'environnement social) de l'Université de Sfax.

Il a réuni des sociologues en provenance de différents horizons scientifiques et de plusieurs pays (Brésil, Canada, France, Suisse, Tunisie). Il avait pour ambition de confronter les dynamiques des entreprises des pays développés à celles des pays en voie de développement et de jeter les bases d'une étroite collaboration interuniversitaire. Les comparaisons dans l'espace, la nécessité de confronter les situations et les évolutions enregistrées de pays à pays, la sortie de l'ethnocentrisme comme impératif du développement de la connaissance, ont été les principes orientant les travaux dans le cadre du séminaire.

La problématique à la base de l'organisation du séminaire s'articulait autour des deux questions suivantes :

- les mutations internationales engendrées par la mondialisation ont d'importantes répercussions sur l'entreprise en particulier et sur le monde du travail en général. Conçu depuis longtemps, dans un esprit économiste, comme une valeur marchande, le travail semble aujourd'hui être repensé différemment. Les nouvelles formes d'organisation du travail, la flexibilité de l'emploi et la forte concurrence sur les marchés sont à l'origine de l'émergence de nouvelles formes du lien social dans l'activité productive. En ce qui a trait aux activités de travail, celles-ci subissent une importante mutation marquée par l'essor de nouvelles formes de qualification, la requalification du travail, la reprofessionnalisation des salariés, l'émergence d'un

nouveau savoir-faire et la multiplication d'innovations en vue d'accroître la productivité et la flexibilité.

- ces mutations économiques à l'échelle nationale et internationale incitent l'entreprise à se redéfinir et à changer de logique en permanence. Le passage d'une division internationale « traditionnelle » du travail à une autre plus « cognitive » revalorise le capital humain, notamment par la formation et le développement du savoir-faire, et lui accorde une place primordiale dans la compétitivité des sociétés et des entreprises. Ce changement s'inscrit dans le cadre des conséquences de la mondialisation qui touche la grande majorité des activités humaines et conduit au renforcement du pouvoir des firmes multinationales, à la déréglementation et à l'extension du pouvoir des marchés, à la crise de l'État-Providence, etc. Par ailleurs, si les multinationales dans les pays développés semblent impulser une telle dynamique, qu'en est-il des entreprises dans les pays en développement ? Cette question a amené les participants à s'interroger sur les formes d'organisation du travail dans les entreprises des pays en développement, à examiner la valeur du capital humain dans leurs entreprises, à étudier les politiques étatiques de modernisation de l'industrie (mise à niveau, innovation technologique, formation professionnelle, ajustement structure, etc.) des pays concernés et à repérer les stratégies et les logiques suivies par les entreprises pour développer leurs compétitivités sur les marchés.



**Conférenciers** : Christian Lalive d'Epinay, Rabeh Nabli, Laurence Servel, Ridha El Ghoul, Fethi Rekik, Mircea Vultur, Geneviève Dahan-Seltzer, Hassen Mouri, Daniel Mercure, Antonio Cattani, Habib Derwich, Moncef Guebsi.

**Présidents de séance** : Fethi Rekik, Daniel Mercure, Geneviève Dahan-Seltzer.

**Ridha Ghoul** <ghoulrida2000@yahoo.fr>  
et **Daniel Mercure**  
<daniel.mercure@soc.ulaval.ca>

**Désir de penser, peur de penser**  
16 au 18 mars 2006, Paris, France

Ce colloque au titre audacieux et enthousiasmant était organisé par le *CR 11 Histoire et théories de la sociologie*, collaborant avec le GEPECS (Groupe d'Étude pour une Europe de la Culture et de la Solidarité), laboratoire de l'université Paris V et le CETSAN (Centre d'Étude Transdisciplinaire Sociologie Anthropologie Histoire). L'actualité sociale n'ayant pas permis de le tenir, comme initialement prévu, à la Sorbonne, l'École Supérieure de Commerce de Paris a eu la générosité de l'accueillir dans ses locaux.

L'objectif du colloque était de s'interroger sur la possibilité de penser dans les sociétés contemporaines – des sociétés apparemment ouvertes et peuplées d'individus fermés – entreprenant ainsi d'éclairer la relation entre la capacité, ou encore l'incapacité de penser et les différents visages, les différents traits de caractère et de personnalité contemporaine. L'ambition initiale de cette discussion transdisciplinaire était de poser la question de la possibilité d'une activité critique et du visage que celle-ci pouvait prendre, ainsi que de la capacité pour l'individu moderne de chercher librement d'autres formes de pensées et d'appréhension du réel en dehors de toutes hétéronomies institutionnelles. Il désirait également évoquer les conduites de soumission au conformisme, à l'homogénéisation dominante, ou au suivisme d'une pensée disciplinarisée, mais également celles qui, en dépit d'un effort de résistance, s'enfoncent dans une résistance molle, dénuée de substance et d'autonomie.

Le contexte intellectuel dans lequel ce colloque s'est d'emblée inscrit a permis au comité d'organisation de recevoir de nombreuses communications soulevant des thématiques passionnantes. Le choix, quoique difficile, fut porté sur des interventions abordant frontalement les questions suggérées dans l'appel à communication et permettant, autant que faire se peut, une vision cohérente, quoique parcellaire, sur un débat rarement abordé.

Le déroulement des sessions a incontestablement tenu le pari de l'audace que supposait la levée de telles questions épistémologiques. Le colloque s'est ouvert autour d'une critique du sociologiquement correct, ce qui a particulièrement bien amorcé l'entrée dans le sujet central. Les interventions qui ont suivi ont quant à elles constitué de solides prolégomènes sur la réflexivité de la pensée. Celles qui ont mis en lumière la souffrance inhérente à toute production intellectuelle ou les différentes homologues qui lient la pensée à l'amour, ont rappelé le caractère inéluctablement affectif ou subjectif de la pensée. La première journée s'est

achevée sur le rétrécissement de l'autonomie dans la pensée positiviste et sur l'angoisse existentielle du désir de penser, rappelant par là même l'impossibilité de penser une pensée de la pensée sans évoquer ses possibles dérives réductionnistes.

La seconde journée s'est ouverte avec un exposé sur les effets psychiques du mouvement continu et de l'illimitation dans l'exercice contemporain de la pensée. Poursuivie par une réflexion sur le développement du désir de penser dans les groupes défavorisés des favelas brésiliennes, cette session a permis de soulever la question brûlante de la rationalisation des conditions de pensée modernes. Les interventions ont porté sur une pensée de l'image, sur les objets frontières en sociologie et ont permis au débat d'interroger les aspects anxigènes et intérieurs de la pensée. La dernière séance de la journée a enfin entrepris d'aborder la question de la réalité, de la colonisation et des blocages de la pensée.

Les interventions de la dernière matinée se sont attardées sur les questions plus spécifiques d'une part, de la pensée en philosophie, qu'il s'agisse du non-conformisme saint-simonien ou de la spécificité de la philosophie africaine ; et d'autre part, sur une réflexion sur les conditions de pensées au travail avec des interventions sur l'institution de la non-réflexivité du travail social et sur l'automatisation de la pensée au travail.

Les débats avec le public ont permis de soulever des questions captivantes laissant entrevoir la nécessité d'une autre session de réflexion, incitant même les organisateurs à envisager une suite de colloques dans la même ligne de pensée. En attendant, un ouvrage reprenant cette thématique dialogique et composée d'une grande partie des interventions du colloque, est en cours de parution aux éditions Parangon, et devrait être disponible dans les librairies à la rentrée universitaire 2006.

**Alice Canabate <[alicecanabate@aol.com](mailto:alicecanabate@aol.com)>**

**Deuxièmes journées du groupe « Sciences, innovations technologiques et société »**  
3-5 Mai 2006, Grenoble, France

Le groupe *Sciences, innovations technologiques et société* (CR 29 de l'AISLF) a été relancé par une nouvelle équipe à la fin des années 1990 et a connu un développement important depuis le congrès de Québec en 2000. Ce développement a été scandé par les premières journées d'études du groupe à Dijon en 2003 (organisées par Pascal Ragouet et le département de sociologie de cette université), puis les sessions du congrès de Tours en 2004, après

lesquelles le « groupe thématique » est devenu « Comité de recherche », et enfin le colloque « Sociologie des arts, sociologie des sciences » à Toulouse en Novembre 2004 (co-organisé avec le CR18, « Sociologie de l'Art » et le GDR « OPUS »). Ces deuxièmes journées d'études, organisées à Grenoble par Dominique Vinck et l'équipe du CRISTO, venaient donc installer une régularité dans la tenue de journées internes du groupe.

Comme lors des premières journées, l'appel à communication était volontairement assez ouvert, ne privilégiant a priori aucune approche ou « école », mais encourageant des contributions appuyées sur un travail empirique solide et/ou une bonne connaissance du domaine. 52 communications ont été présentées par 65 auteurs. Les thèmes traités couvraient les analyses d'institutions scientifiques (« Institution, profession et mouvement scientifique » ; « Formation scientifique » ; « Politique scientifique » ; « Science, technique et démocratie »), les études de laboratoires (« Études de laboratoire et de pratiques scientifiques ») et les travaux sur les techniques (« Techniques, pratiques sociales, corps et usage »).

Par rapport aux rencontres précédentes, on pouvait observer un léger recentrage disciplinaire (moins de participants non sociologues) et le regain de travaux sur les laboratoires et les pratiques de recherche. Les travaux présentés sur ce thème ont mobilisé des approches renouvelées tentant d'intégrer les acquis des études « classiques » de laboratoires (pratiques, instrumentation, construction des énoncés, etc.) et des analyses relevant plus des dimensions « institutionnelles » (disciplines, spécialités, professions, systèmes de recherche), organisationnelles (origine des financements, modes d'organisation interne), voire plus sociétales (lien avec divers acteurs collectifs externes). De leur côté, les travaux sur les institutions scientifiques étaient parcourus de nouvelles interrogations faisant écho aux mouvements sociaux récents concernant le système de recherche français, le cadre international du groupe permettant de mettre en perspective certaines de ces interrogations sur la base de comparaisons internationales (conférence introductive d'Yves Gingras sur les universités).

Les journées ont donné lieu à des actes édités par Dominique Vinck aux Presses Universitaires de Grenoble (sous le titre on ne peut plus explicite « Sciences, innovation technologique et société »),

qui regroupent les résumés et les textes des communications pour celles que leurs auteurs avaient accepté d'envoyer à l'avance. Le groupe a décidé de conserver pour les prochaines journées cette formule souple.

**Michel Grossetti**  
<rgros@univ-tlse2.fr>

### **L'homme, le mangeur, l'animal. Qui nourrit l'autre ?** **12 et 13 mai 2006, Paris, France**

Le colloque, organisé par l'Observatoire du Cidil des Habitudes Alimentaires (OCHA) avec la participation du CR17 de l'AISLF, du CETSHA, et de l'ERITA de l'Université de Toulouse 2, sous la direction scientifique de Jean-Pierre Poulain (coresponsable du CR 17) s'est déroulé à l'Institut Pasteur de Paris.

Délibérément pluridisciplinaire, même si les intervenants anthropologues et sociologues y étaient plus nombreux que ceux des autres disciplines et balisaient la problématique, cette manifestation a rassemblé 20 communications et une grande conférence d'Edgar Morin. Le temps des pauses et les nombreuses questions de la salle ont permis aux étudiants, doctorants, post-doctorants et à différents acteurs des métiers de l'alimentation et de la santé de développer des échanges fructueux.



Le colloque a abordé les relations entre l'homme et l'animal, de façon diachronique et synchronique. Jean-Loïc Le Quellec, Catherine Perlès, Martine Regert et Jean-Denis Vigne ont fourni les informations concernant l'approche diachronique. Naomichi Ishige, Vincent Goossaert, Sophie Nizard et Jean-Robert Pitte évoquèrent les dimensions symboliques et religieuses dans une perspective plutôt synchronique. Edgar Morin, présenté par Claude Fischler, nous a entraînés dans un itinéraire métaphorique.

La seconde journée était consacrée à des approches plus contemporaines des rapports entre l'homme et l'animal. Y participaient : Pierre Bonte, Anne-Marie Brisebarre, Geneviève Cazes-Valette et Jean-Pierre Digard qui livrèrent tous des réflexions relatives au statut des animaux domestiques ou non. Unni Kjaernes, Noélie Vialles, Jesus Contreras, Jean-Pierre Poulain, Annie Hubert, Claudine Junien,

Jocelyn Raude et Jean-Pierre Corbeau cernèrent les relations homme-animal en cherchant à débusquer des invariants ou des mutations correspondant à des transformations des visions du monde.

Les actes seront prochainement publiés et feront l'objet d'un cahier de l'OCHA. Des renseignements concernant les résumés des différentes communications peuvent être obtenus dès maintenant sur le site [www.lemangeur-ocha.com](http://www.lemangeur-ocha.com).

Jean-Pierre Corbeau  
<[corbeau@univ-tours.fr](mailto:corbeau@univ-tours.fr)>

**Repenser la justice dans le domaine de  
l'éducation et de la formation  
15, 16 et 17 mai 2006, Lyon, France**

Le CR 7 *Éducation, formation, socialisation* a tenu en 2004 un colloque d'analyse de conjoncture, « La sociologie de l'éducation à l'épreuve des changements sociaux ». Les Actes ont été publiés dans le n°16 d'*Éducation et Sociétés*, revue internationale de sociologie de l'éducation. Une des conclusions était la nécessité de repenser la conception de la justice.

C'était le but du nouveau colloque organisé par l'UMR « Éducation & Politiques » (Université Lumière Lyon 2-INRP) les 15,16 et 17 mai 2006 dans les locaux de l'École normale supérieure - Lettres et Sciences humaines (ENS-LSH) de Lyon.

Lors des séances plénières sont notamment intervenus notamment Jean-Claude Barbier (CNRS), Jean-Émile Charlier (Facultés universitaires catholiques à Mons), François Dubet (université de Bordeaux 2, Centre d'analyse et intervention sociologiques), Marie Duru-Bellat (Institut de recherche en économie de l'éducation, université de Bourgogne), Walo Hutmacher (université de Genève), Bernard Lahire (École normale supérieure - Lettres et Sciences humaines), Michel Lallement (Conservatoire national des arts et métiers), Antoine Prost (université de Paris I Sorbonne), Jean-Yves Rochex (université de Paris 8), Anne Van Haecht (université Libre de Bruxelles), Agnès van Zanten (Observatoire sociologique du changement, Fondation nationale des sciences politiques), Éric Verdier (Laboratoire d'économie et de sociologie du travail, université d'Aix-Marseille).

Des ateliers accueillent les communications de jeunes chercheurs. Les débats ont accordé une grande importance au dialogue avec des chercheurs non francophones : Luciano Benadusi (université *La Sapienza*), Roger Dale (université de Bristol, université d'Auckland), Sharon Gewirtz (université de Londres), Ivor Goodson (université de Brighton), Marilyn Osborn (université de Bristol), Stanislav Stech (université Charles de Prague), Sally Tomlinson (université d'Oxford).

Le premier objectif était une confrontation des points de vue entre les chercheurs qui constatent l'épuisement du modèle méritocratique et ceux qui interrogent les impensés qui ont présidé à ses origines. Les historiens montrent que le modèle de l'école unique a été imposé par l'État alors que la société explorait des formes extrêmement diverses de prolongation de la scolarité des enfants d'origine populaire. Les psychologues interrogent son projet curriculaire et le rapport au savoir qu'il implique. Là encore, la décision politique a réduit une diversité qui répondait peut-être mieux aux attentes des classes populaires.



Un deuxième mouvement a été consacré à l'examen des nouvelles propositions portées par les organisations internationales. Cette réflexion est surplombée par une remise en cause générale de l'État providence. Le rapport *A Nation at Risk* publié aux États-Unis en 1983 a changé le cadre de référence. L'objectif n'est plus l'égalité au sein d'une société nationale mais le maintien du rang du pays dans la concurrence mondiale. Ce modèle a commencé à se mettre en place en Europe à partir de la Conférence de Lisbonne en 2000.

Les pays doivent se rendre compte mutuellement des performances de leurs systèmes de formation, ce qui implique la construction de standards qui rendent la comparaison possible, aussi bien pour ce qui concerne l'offre d'éducation (formation des enseignants, performance des établissements, etc.) que les résultats des élèves. Par là, se met en place un gouvernement par les normes.

Ces notions appellent une interrogation de la part des sciences sociales : Qui construit ces normes ? Qu'est-ce qui est effectivement mesuré ? Un troisième mouvement de colloque a porté sur ce thème. La réflexion est partie des propositions anglo-saxonnes concernant l'*evidence based policy*. Elle a débouché sur une réflexion plus générale



concernant la constitution de la preuve. Cette question pourra faire l'objet d'un prochain colloque. La présentation du colloque et le résumé des contributions sont disponibles sur le site de l'UMR « Éducation & Politiques » : <http://ep.inrp.fr>. Les Actes sont en préparation et seront publiés par l'université de Lyon.

**Jean-Louis Derouet** <[derouet@inrp.fr](mailto:derouet@inrp.fr)>

**Interroger la société de l'information  
17 et 18 mai 2006, Montréal, Qc, Canada**

Le GT 13 *Sociologie de la communication* a organisé ce colloque à l'Université McGill (Montréal) dans le cadre du 74<sup>e</sup> Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS). Une centaine de participants ont suivi les exposés et débats. 53 communications ont été faites (35 Français, 15 Québécois, 2 Brésiliens et un Belge). La tonalité générale de ce colloque a été, c'est le moins que l'on puisse dire, critique envers la notion de société de l'information.

Ont tour à tour été dénoncés :

- Le socle techniciste sur lequel cette notion repose la plupart du temps, les technologies de la communication et de l'information (TIC) étant pensées dans leur capacité à conditionner les comportements. La sociologie de la communication et des usages devenant dans ce cadre celle de la mesure des « impacts » du technologique sur le social.
- La vision évolutionniste qui fait croire que l'adoption des TIC est synonyme de développement et de réduction des inégalités. L'entrée de pays ou de couches sociales dans la société de l'information est alors présentée comme quelque chose d'intrinsèquement positif.
- La confusion entre information et communication qui conduit à penser que plus il y a d'informations échangées et plus il y a un gain communicationnel en termes de compréhension.
- La chosification de l'information elle-même qui devient quelque chose de mesurable, que l'on peut vendre ou acquérir non pas au mètre mais au Kbit...
- L'idéologisation de l'information qui en fait quelque chose de bien, le mal étant en la matière le silence, l'écran noir et la déconnexion.

Les participants se sont toutefois bien gardés de conclure sur une définition de la « société de l'information » comme simple message intéressé de ceux qui dominent le marché des TIC et pour qui toute information est une marchandise. La société de l'information relève certes de l'idéal marchand pour lequel l'ubiquité médiatique est synonyme d'échanges généralisés, de transparence et d'immédiateté. Mais il faut aussi chercher le succès de cette notion dans sa capacité à combler à moindres frais l'incapacité à définir ce qui fait

encore société. Dans un moment de désarroi social, l'information, surtout si l'on peut la mesurer et l'associer à des technologies et des produits, semble rassurer : au point d'en faire le qualificatif de notre environnement...

Le résumé des interventions figure sur le site du GT 13 : <http://w3.univ-tlse2.fr/aislf/gtsc/index.htm>

**Francis Jauréguiberry**  
<[francis.jaureguiberry@univ-pau.fr](mailto:francis.jaureguiberry@univ-pau.fr)>

**Les réformes universitaires dans les pays  
d'Afrique francophone  
23-25 mai 2006, El Jadida, Maroc**

Ce colloque était organisé par le CR 07 *Éducation, formation, socialisation*. Le processus de Bologne a rapidement débordé le cadre de l'Europe où il a été lancé en 1998. Clairement inspirée du modèle américain, l'architecture du LMD, pour Licence-Maîtrise-Doctorat, s'est imposée comme un standard sur lequel s'alignent aussi d'autres régions du monde. C'est notamment le cas des états d'Afrique francophone qui, après être restés en retrait des réformes, ont décidé de basculer vers cette nouvelle organisation des études, avec des différences notoires de rythme selon les sous-régions et les pays. Devançant l'Europe, le Maroc a remodelé son système à partir de 2003, il est suivi par ses voisins du Maghreb. Tous les pays d'Afrique francophone subsaharienne ont pris la décision de s'aligner eux aussi sur Bologne. Six d'entre eux, à



l'exclusion notable du Sénégal, ont décidé d'unir les efforts au sein du Réseau pour l'Excellence de l'Enseignement Supérieur en Afrique de l'Ouest (REESAO) soutenu par la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest. Les pays d'Afrique centrale ont pris des décisions analogues.

Le basculement dans cette nouvelle architecture ne va toutefois pas de soi. Avec le soutien de l'AUF et de la Coopération Universitaire au Développement (CUD, Belgique), un premier séminaire avait été

organisé à Dakar en juillet 2005. Il avait permis de faire un premier point de l'évolution de la réflexion sur les stratégies à déployer pour faire du LMD un moyen de réaliser les objectifs spécifiques des universités africaines. Le séminaire d'El Jadida s'est tenu du 23 au 25 mai 2006 et a bénéficié des mêmes soutiens. Il a permis de confronter les témoignages de collègues de diverses régions d'Afrique. Il apparaît de toute évidence que l'Afrique a été totalement négligée au moment où le processus de Bologne a été mis en place par les pays européens pour tenter de réorienter à leur profit les migrations de chercheurs et de travailleurs hautement qualifiés. Les actes de Dakar sortiront en juillet 2007 chez De Boeck, ceux de El Jadida devraient les suivre de peu, ils seront publiés au Maroc.

Jean-Émile Charlier  
<charlier@fucam.ac.be>

**Sociétés en mouvement :  
petites sociétés et intégration aux  
ensembles régionaux  
25-28 mai 2006, Plovdiv, Bulgarie**

Organisé par le CR 24 *Petites sociétés et construction du savoir* en collaboration avec l'Université de Plovdiv Paissii Hilendarski, l'Université de Sofia Saint Clément d'Ohrid, l'Institut de Sociologie de Sofia et l'Association Bulgare de Sociologie, ce colloque a pu avoir lieu grâce au soutien de l'AUF et de l'Institut Français de Sofia. Plus de 30 chercheurs de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Maghreb, et de 10 doctorants français, moldaves, roumains et bulgares sont venus débattre des réalités diversifiées des petites sociétés aux prises avec les processus de mondialisation. Une expérience qui a commencé avec le colloque à Ottawa-Hull en 2002 (Boucher, J. L. et J. Y. Thériault. 2005. *Petites sociétés et minorités nationales. Enjeux politiques et perspectives comparées*. Presses de l'Université du Québec, 420 p.) et qui s'est poursuivie au XVIIe Congrès de l'AISLF à Tours (2004).

Si la petite société, « ça se sent, ça se vit, ça se subit », comment cerner sa réalité et en acquérir une appréhension scientifique? Honnêtes à l'égard des difficultés de saisie théorique et méthodologique des petites sociétés, les participants au colloque ont réussi, par une constante mise en perspective des cadres conceptuels de leurs disciplines respectives, à avancer dans la compréhension des sociétés dites petites. Tout d'abord, c'est le statut épistémologique du concept de petite société qui a été interrogé. Dépassant les dichotomies habituelles « sociétés avancées / sociétés de développement », « petites / grandes nations », « régions du Nord / régions

du Sud », la notion de petite société apparaît apte à constituer une approche particulière au monde, un outil de compréhension des processus en cours dans la mesure où les réalités qu'elle recouvre sont autant diversifiées qu'unies par leurs caractéristiques, à savoir le désir de faire société et de maîtriser sa propre historicité, au-delà de sa fragilité et de son angoisse par rapport à son propre avenir, à sa position de société dominée et au questionnement permanent sur sa position, à sa définition identitaire par rapport aux autres. Les études de cas ont bien montré la complexité des petites sociétés : a) on se situe sur plusieurs mouvements – en avance sur certains plans et en rattrapage sur d'autres ; b) il n'y a pas de dimension exclusive mais en même temps aucune dimension ne peut être négligée : langue, statut militaire, positionnement dans les structures régionales et mondiales ou situation interne au sein d'un ensemble national, etc., ne peuvent être pris en compte qu'en géométrie variable ; c) on y est probablement devant des réalités plus hybrides qu'ailleurs où le *trans-quelque chose* revêt des formes multiples.

Bref, penser le social à travers les petites sociétés exige une posture intellectuelle à l'égard d'une posture sociétale que les participants au colloque ont ouvertement partagée indépendamment de leur domaine de spécialisation.

Svetla Koleva  
<svetlakoleva2002@yahoo.com>



## Le Comité de recherche n°28 Sociologie de la jeunesse

« La jeunesse est le baromètre de nos sociétés ». La jolie formule de Madeleine Gauthier résume fort bien la motivation initiale et la ligne de conduite du Comité de Recherche 28 Sociologie de la jeunesse.

Mais à y regarder d'un peu plus près, cette proposition n'est guère rassurante. Elle invite en effet à une certaine inquiétude, à une curiosité d'esprit, parce qu'il convient de penser le mouvement et le processus : celui des sociétés en changement ou celui de la diffusion des changements dans les sociétés. Elle oblige aussi à un travail d'équilibriste entre un souci de proximité avec des pratiques innovantes ou de prime abord inédites, et un souci de distance à l'égard des discours ambiants qui balisent, définissent et enferment cette jeunesse dans les limites de catégories qu'elle ne saurait quitter. Elle pousse alors à emprunter des chemins scientifiques de traverse, parce qu'il est bien difficile pour celui qui s'y intéresse de construire un projet de recherche au départ du socle stabilisé d'une définition de la jeunesse. Il faut donc composer avec cette part de flou et d'indétermination, se départir des vieux réflexes méthodologiques et situer l'effort de définition comme un enjeu spécifiquement politique.



Thierry Blöss (1994, « Une jeunesse sur mesure. La politique des âges », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.XCVII, p.266) évoquait à ce propos Pierre Bourdieu pour qui, si la jeunesse pose des problèmes, c'est parce qu'elle constitue « une catégorie de gens qui posent des problèmes de catégorisation, une catégorie dont le statisticien ne sait pas quoi faire, parce que la société ne sait pas quoi en faire, n'a pas de nom à leur donner ». Dans *Questions de sociologie*, Pierre Bourdieu (1984) notait que la construction de la catégorie « jeunes » repose fondamentalement sur des préoccupations ou des prescriptions normatives qui touchent à la constitution des parcours de vie : « Les classifications par âge reviennent toujours à imposer des limites et à produire un *ordre* auquel chacun doit se tenir, dans lequel chacun doit se tenir à sa place » (Bourdieu, 1984, *Questions de sociologie*, Les Éditions de Minuit, p.144).

Certes, il y a là des questions qui s'adressent à tout sociologue, quel que soit l'objet de sa réflexion. Mais elles prennent, dans le cas de la jeunesse, une coloration toute particulière. Dans un ouvrage collectif dirigé par Marc Molgat et Emmanuelle Maunay (2003, *Les jeunes adultes et leurs parents. Autonomie, liens familiaux et modes de vie*, Les Presses de l'Université Laval, IQRC, Collection culture et société, p.205), Vincenzo Cicchelli écrit que « bien que la sociologie de l'entrée dans l'âge adulte prétende se séparer de la psychologie de l'adolescence, ces deux approches partagent fort curieusement le sous-bassement de considérer l'adolescent (ou le jeune) comme un être inachevé psychiquement et/ou socialement et de considérer l'âge adulte comme le stade ultime de toute maturation, qui le condamne à l'immobilité ». Cette proposition, rappelée par son auteur au tout récent colloque « L'État social à l'épreuve des parcours de vie » (Liège, 25 et 26 septembre 2006) n'a pas manqué de susciter le débat, dévoilant – si besoin en était – l'urgence à s'interroger sur le contexte d'émergence de la question des relations intergénérationnelles et à comprendre ce qui pousse à affirmer le bien-fondé d'une sociologie de la jeunesse, d'une sociologie de l'enfance, d'une sociologie de la vieillesse (ou du vieillissement), alors qu'il n'y a pas à proprement parler de sociologie de la vie adulte. Et là où Vincenzo Cicchelli (ibid.) voit une stabilité statutaire et identitaire, d'autres pourraient déceler des stratégies de préservation des acquis, repérables notamment dans le monde du travail quand entrent en conflit la revendication du droit à une sécurité salariale et la régulation de l'accès à l'emploi pour les derniers arrivés.

La question des générations est de longue date au cœur de la réflexion sur la jeunesse : lors du Congrès de Genève, en 1988, c'est d'ailleurs un GT « Jeunes et générations » qui soulignait « la nécessité de l'inlassable travail que les historiens et les sociologues ont à mener vis-à-vis d'un objet toujours éphémère ; c'est que les générations, les classes d'âge, les milieux sociaux ne connaissent ni les mêmes problèmes ni les mêmes soucis » (Francq B., Goffinet F., Lagrée J.C. et M. Vuille, « Avant-propos », *Génération de jeunes*, AISLF Sociologie de la jeunesse, Actes, Genève 1988, Éditeurs SECJ, Bruxelles).

Le 15<sup>e</sup> Congrès de l' AISLF, en 1996 à Evora, fut l'occasion de « relancer » la réflexion autour de la sociologie de la jeunesse, après quelques temps de silence. C'est autour de Madeleine Gauthier que des collègues francophones, de tous horizons

(notamment d'Afrique et d'Amérique latine), confrontèrent leur regard sur « cette période du cycle de vie dont on parle avec abondance sans bien savoir comment la définir » (Gauthier M., Guillaume J.Fr., sous la direction de, 1999, *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde*, Les Éditions de l'IQRC, Collection culture et société). « La jeunesse : un mot, mais combien de définitions ? », s'interrogeait Madeleine Gauthier. Le thème initial, celui des « Stratégies d'insertion sociale des jeunes dans un contexte d'incertitude », fut l'occasion – ou le prétexte ? – à un travail de « déconstruction », de contestation des usages de notions pourtant usuelles : insertion, intégration, socialisation... Avec, en point de mire, une question de fond : « la pertinence même de concevoir l'âge comme un angle de catégorisation sociale efficace dans la compréhension des mécanismes qui structurent la vie en société » (Gauthier M., *op.cit.*, p.10).

Le pari était donc lancé, ou rappelé : ne serait-il pas salutaire de « voir les jeunes autrement » ? C'est d'ailleurs l'invitation d'un numéro de *Lien social et politiques*, paru au printemps 2000 – quelques semaines avant le Congrès de Québec – sous la direction de Madeleine Gauthier et François de Singly. Trois grandes thématiques se succèdent, un peu comme trois tremplins successifs pour appréhender l'expérience, individuelle plus que collective, de l'entrée « dans un monde mouvant où le changement a pris la forme d'une idéologie mobilisatrice » (Gauthier M., Singly F. de, *op.cit.*, p.8) : l'analyse et la critique des manières d'aborder la question des jeunes ; l'hétérogénéité et l'individualisation des transitions et de l'insertion ; le rapport des jeunes aux institutions (intervenants sociaux et politiques, travail, territoire).

L'organisation d'une session conjointe avec le GT22 *Sociétés africaines*, au Congrès de Québec (2000), répondait probablement à ce souci de rencontrer ce monde mouvant, dans la périphérie de cette « société-monde », là où les changements prennent des abords plus tumultueux. Et de s'interroger sur les défis propres à la jeunesse contemporaine. Les destinées individuelles s'organiseraient-elles autour d'une quête de soi, d'une intrigue nourrie de décohabitation et d'immigration, d'affiliations, de désaffiliations et de recompositions identitaires ? Que sont le travail et les instances de socialisation aujourd'hui devenus ? Certains jeunes seraient-ils condamnés, dans ces intervalles urbains, à s'accrocher aux « cultures de l'aléatoire », comme

le proposait Laurence Roulleau-Berger ? Le statut d'acteur n'est-il pour eux qu'un reliquat désuet ou qu'un rappel idéologique de ce qu'avaient été les jeunes aux temps glorieux de la prospérité et de l'émancipation sociale ? Quelles formes prennent alors les engagements d'aujourd'hui ?

Les réflexions partagées lors de la rencontre de Fribourg, « Faire face et s'en sortir. Agir en situation de vulnérabilité » (2001), confortèrent les questions nées du Congrès de Québec et les orientations prises pour le colloque « Engagement, participation et responsabilité dans le parcours biographique » organisé à Liège en avril 2003 en collaboration avec le CR06 *Parcours de vie et vieillissement*. Le regard s'est alors porté sur les nouveaux lieux d'affiliation

identitaire investis par ces jeunes qui restent jeunes plus longtemps et par ceux qui ont quitté une vie professionnelle active sans délaisser un souci d'action dans la sphère publique. Et sur ce qui résulte de la confrontation des engagements individuels ou collectifs : l'émergence d'une société civile, tendance confortée par des appels (non dénués d'intérêt) à la responsabilisation de la part des pouvoirs politiques. Il s'agissait donc d'investiguer ces lieux de participation qui se créent – et dont la légitimité ne va pas de soi – pour y déceler la recherche ou l'élaboration de nouveaux

équilibres entre générations, y retrouver la trace de nouveaux engagements politiques (voir à ce propos le n°51 de la revue *Lien social et politiques*, réalisé par Jean-François Guillaume et Anne Quéniart, *Engagement social et politique dans le parcours de vie*, printemps 2004) ou de ces aventures devenues solitaires à défaut d'une utopie collective (voir à ce propos l'ouvrage collectif dirigé par Jean-François Guillaume, 2005, *Aventuriers solitaires. Les formes contemporaines de l'engagement*, Liège, Les Éditions de l'Université de Liège).

Le Congrès de Tours en 2004 fut marqué par une importante participation de nos collègues d'Afrique du nord, et pas moins de 17 sessions de travail furent organisées au sein du CR28... dont une session conjointe avec le CR06 et une rencontre avec les doctorants du CR28 – une initiative appréciée et que nous tentons de pérenniser. L'individu social fut placé sous les feux multiples : d'un côté, l'éclairage faiblissant des instances sociales et politiques (construction des catégories institutionnelles ; valeurs et engagement social ou



politique ; empreinte des instances éducatives ; valeurs, sociabilités et pratiques culturelles ; insertions professionnelles, mobilités et parcours de reconnaissance) ; d'un autre côté, les lueurs étincelantes des logiques ou des tourments individuels (individu, identité et lutte pour la reconnaissance) et enfin, la lumière plus tamisée des espaces interstitiels d'expérimentation (jeunes et espace urbain, appropriation et conflictualité, expérimentation du lien social ; jeunes et migration). Ce foisonnement des contributions serait-il la marque des inquiétudes croissantes à l'égard des jeunes contemporaines ? Ou d'un intérêt renouvelé pour les « problèmes » de la jeunesse ?

À moins que le CR28 ne soit, à l'image de son objet, une sorte de baromètre de notre association ? Si tel est le cas, alors il convient de lever tout doute ou toute ambiguïté : l'AISLF est bel et bien vivante... Plus modestement, la métaphore vient à point pour rappeler que les « problèmes » éventuels – les fluctuations épisodiques de la pression atmosphérique – ne doivent pas occulter les tendances structurelles. Et qu'il revient aux observateurs de tenter de décrypter, de proposer des principes d'intelligibilité. Ce travail, on le conçoit aisément, n'emprunte pas de grandes avenues rectilignes, mais des pistes souvent sinueuses ou tortueuses, au détour desquelles on peut faire – parfois par hasard – des découvertes heureuses. Il convient donc, comme nous y invite Madeleine Gauthier (2005, « La participation sociale et politique des jeunes au Québec », in Guillaume J.Fr., *Op.cit.*, p.61), de suivre « ce vieux conseil que Merton a légué aux sociologues de *porter attention à l'inattendu*, ce qui se traduit en anglais par le terme *serendipity* » pour « réinterroger tout l'échafaudage théorique qui avait prévalu jusque-là ».

Ces dix années d'une aventure collective (ré)amorcée à Evora, ont été marquées par ces découvertes heureuses, nées de la confrontation des regards, de la rencontre d'autres acteurs du champ de la jeunesse (comme lors du colloque international « Jeunes et dynamiques territoriales » qui s'est tenu à Québec en octobre 2005), de l'inscription internationale de notre CR et plus globalement, de notre association.

Dans les mois qui viennent (16-17 février 2007), le CR28 se réunira à Hammamet en Tunisie, autour de la question des dynamiques identitaires et des frontières culturelles. Cette rencontre coordonnée – entre autres – par Senim Ben Abdallah, Dora Mahfoud-Draoui et Imed Melliti sera aussi l'occasion d'interroger les usages, sociaux et scientifiques, de la catégorie « jeunesse » dans les mondes arabomusulmans. Le chemin pour Istanbul est donc bel et bien tracé...

Jean-François Guillaume

<jean-francois.guillaume@ulg.ac.be>

## Dossier : Qui sommes-nous ? Où allons-nous ?

Qui sommes-nous ? Chacun des membres de l'Aislf a bien sûr la réponse à une telle question. Mais, par delà les représentations, parfois datées, parfois partielles, qui a réellement une vision d'ensemble, qui a une vision actualisée ? Pourtant, pour pouvoir asseoir notre action présente et fonder des perspectives de développement, une telle photographie semble d'importance. C'est pourquoi nous avons fouillé dans nos dossiers, constitué des fichiers, demandé à nos membres de mettre à jour les données les concernant... Un long travail donc, mais un travail utile dont nous espérons qu'il rencontrera l'intérêt de nos membres et, plus largement, de la communauté des sociologues <sup>1</sup>.

Où allons-nous ? Depuis la fondation de l'association assise sur la volonté de défendre l'usage de la langue française en sciences sociales, les temps ont bien changé et la dynamique de l'Aislf a évidemment suivi ces changements. Si son activité scientifique a toujours été en résonance avec les bouleversements socio-politiques (décolonisation, chute du mur de Berlin, globalisation...), l'Aislf a aussi accompagné l'évolution du concept de francophonie et si elle veut continuer à se développer, elle se doit aujourd'hui « de répondre de façon convaincante à cette question essentielle : quel intérêt présente pour les sciences sociales le maintien et le développement d'un réseau francophone ? » <sup>2</sup> Où en sommes-nous justement ? Quelle identité cherchons-nous à véhiculer aujourd'hui et quelles perspectives voulons-nous dessiner pour demain ? Ces questions habitent profondément les réunions du bureau de l'Aislf. Les lignes qui suivent s'attachent aussi à rendre compte des principaux éléments du débat.

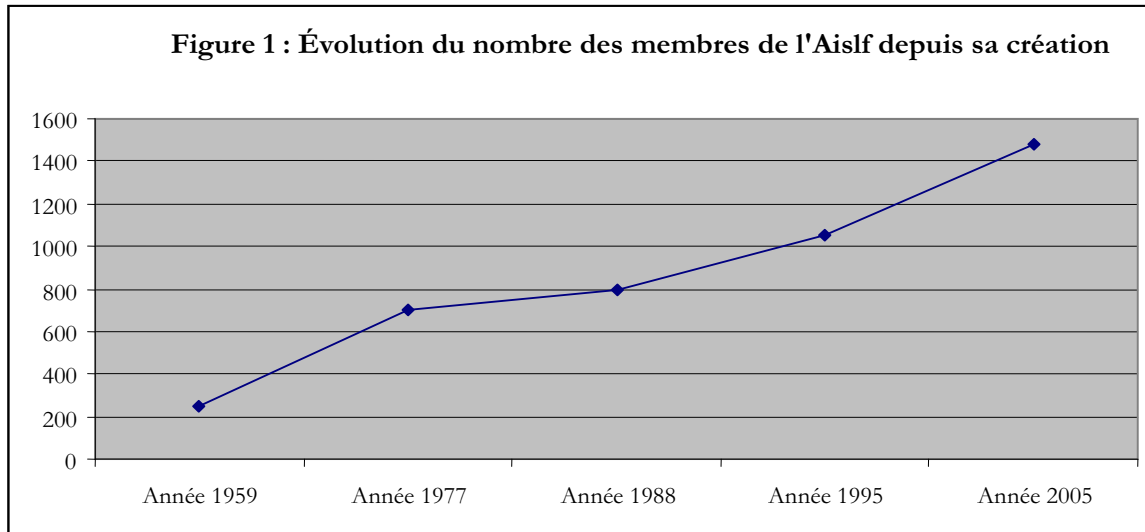
### Une première radiographie de l'association : l'examen de ses membres

#### *Une association en croissance continue*

Constituée en 1958 à l'initiative de Georges Gurvitch et de Henri Jeanne, l'Aislf a, pendant de longues années, été de taille modeste. On comptait ainsi 247 membres en 1959. Une telle situation n'était pas totalement imputable à la jeunesse de l'association mais probablement davantage aux

orientations développées par les initiateurs. On y entrait par cooptation, et primaient souvent les

était encore balbutiante en 1958, puis sa généralisation sur la plupart des campus sont sans

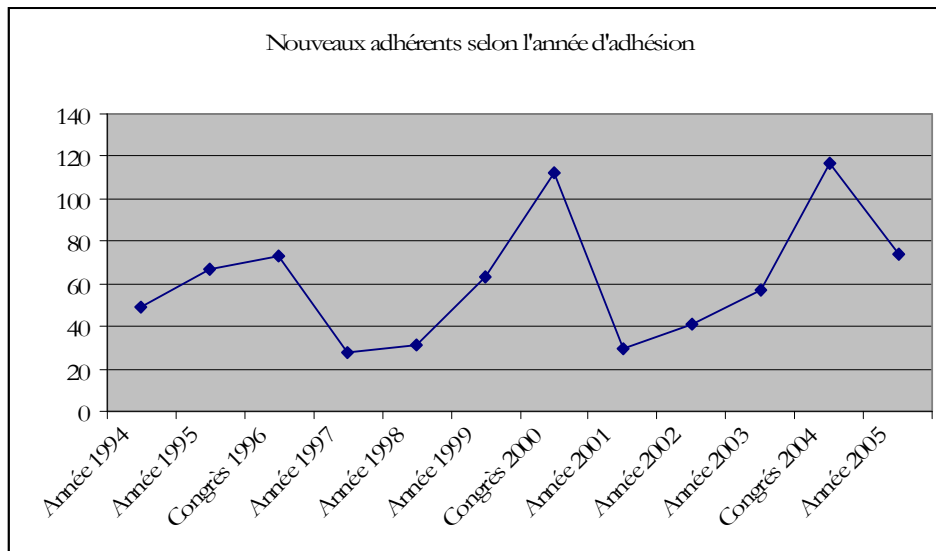


mécanismes d'interconnaissance. Ces temps semblent bien révolus. À la fin 2006, l'Aislf comptait 1519 membres. Première conséquence, on ne gère pas de la même manière un réseau restreint de collègues proches et une association en expansion rapide d'une telle taille. Deuxième conséquence, l'importance de l'association, très grande à ses débuts, devait beaucoup aux caractéristiques des personnes qui la dirigeaient. Aujourd'hui, son

nul doute au principe de la courbe du tableau suivant (Fig. 1).

Une première explication de cette croissance est en effet bien sûr de la lier mécaniquement à la croissance en général des sociologues dans les universités et dans les organismes de recherche depuis une cinquantaine d'années. Pour pertinente qu'elle soit, elle ne rend toutefois pas compte de

l'action volontariste entreprise par les présidents et bureaux précédents de l'Aislf qui, après avoir solidement ancré l'Aislf dans les paysages institutionnels nationaux des pays fondateurs et dans les grands organismes de la francophonie, n'ont eu de cesse d'élargir l'horizon de l'association en réalisant des manifestations d'ouverture lors



rayonnement, non moins aussi grand, doit beaucoup plus à son organisation et au poids qu'elle représente.

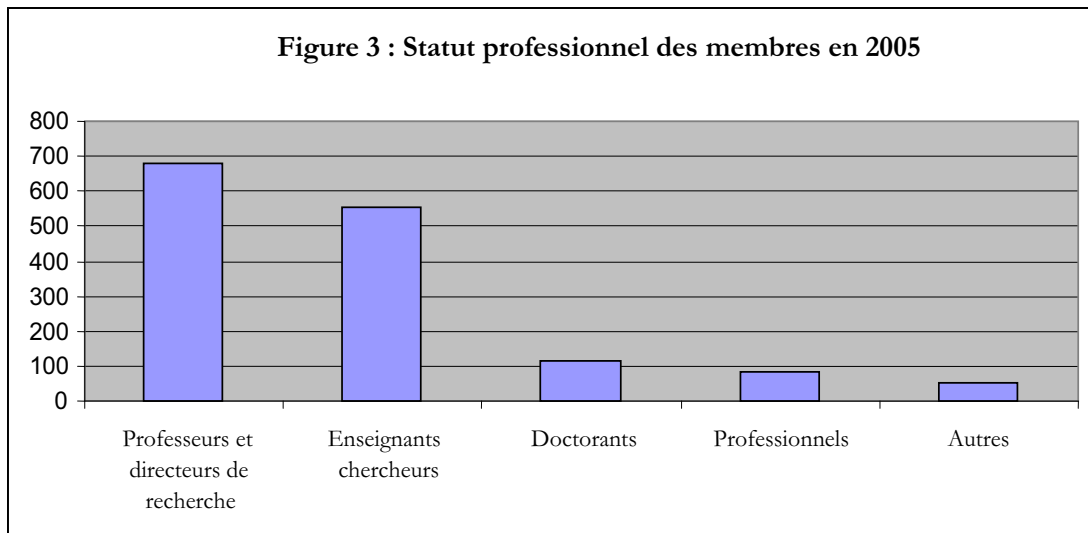
L'Aislf a connu un fort développement de ses effectifs depuis sa création. De 1958 à 2005, la croissance semble sans à coups, suivant une progression quasi linéaire. L'institutionnalisation de la sociologie, qui

des congrès et entre chaque congrès. La tenue d'un évènement scientifique, *a fortiori* d'un congrès, a d'ailleurs une incidence directe sur l'adhésion de nouveaux membres. L'année d'un congrès, comme le souligne le tableau ci-dessus, correspond toujours à un pic retombant ensuite avant de remonter progressivement à l'approche du suivant.

### Une association de scientifiques confirmés

L'Aislf est une association scientifique. Elle l'a toujours revendiqué et les faits le confirment : plus de 90% de ses membres oeuvrent dans le domaine de l'enseignement supérieur ou dans la recherche scientifique, à quelque degré que ce soit. Cela ne signifie pas que le monde des professionnels de la sociologie exerçant hors de l'université et des grands organismes de recherche n'y ait pas accès; cela

155 Français, 71 Belges, 16 Québécois et 5 Suisses. Il est donc logique qu'ils constituent encore aujourd'hui le noyau dur de l'association, tant pour ces raisons historiques que pour des raisons linguistico-démographiques. Mais, peut-être plus que la permanence de leur importance, à laquelle on pouvait s'attendre, c'est davantage l'internationalisation importante de l'association qu'il faut souligner (28% de membres n'appartenant pas



reflète davantage la réalité du marché du travail. La sociologie professionnelle est toutefois représentée tant par des membres exerçant comme consultant, formateurs ou comme cadre (5,6%) que par l'activité du CR 16 dans lesquels nombre de collègues, enseignants du supérieur ou chercheurs, sont activement engagés par le truchement des filières professionnalisantes.

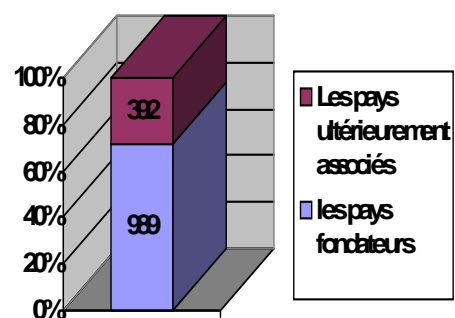
Dire de l'Aislf qu'il s'agit d'une association à caractère scientifique ne signifie pas pour autant de devoir la considérer comme une assemblée fermée de doctes notables. Au contraire même puisque, si l'on y trouve 45,3% de professeurs ou de directeurs de recherche<sup>3</sup>, 37,2% des membres sont des enseignants chercheurs de rang intermédiaire (maîtres de conférences, maîtres-assistants, chargés de recherche, assistants-docteurs...). De plus, depuis le début des années 2000, suite à une décision du bureau de l'Aislf, les doctorants peuvent être partie prenante de l'Aislf, comme en témoignent les 7,6% des adhérents qu'ils représentent (Fig. 3).

### Une association internationale francophone

L'Aislf est une association francophone, c'est une lapalissade. Les pays fondateurs, la France, le Québec, la Belgique et la Suisse, s'étaient expressément regroupés pour défendre la langue française comme véhicule scientifique. À la création, les 247 membres se répartissaient comme suit :

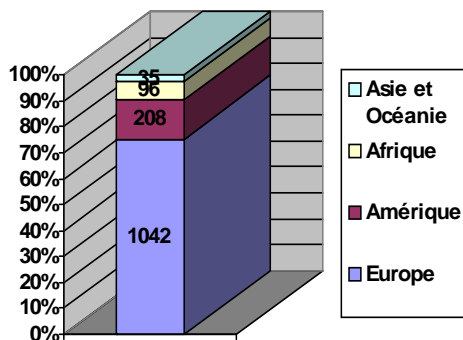
aux pays fondateurs). Cette situation résulte au premier chef de liens traditionnels entre nations francophones (ex-colonies) ou bien de partenariats institutionnalisés (comme entre la France et la Turquie) mais aussi de la volonté expresse de l'Aislf, et plus particulièrement de ses derniers présidents, de chercher à ouvrir l'association à des communautés de chercheurs qui travaillent en langue française (dont l'exemple le plus significatif est sans conteste le souci de Renaud Sainsaulieu d'ouvrir l'Aislf à l'Europe de l'Est).

### L'internationalité de l'ASLF



Mais cette internationalisation cache en fait une autre réalité, la concentration des membres en Europe. Cet état de fait est bien évidemment lié au poids démographique de la France comme pays francophone (presque 49% des membres à elle seule), mais aussi à l'implantation de l'Aislf dans l'Europe non francophone (15,3%), en particulier en Europe de l'Est et en Europe du Sud, implantation supérieure même à celle de la Belgique et de la Suisse réunies (11%) ou bien encore du Québec (11,5%). Mais fait plus significatif encore, la part des membres européens dans l'association reste stable : les nouveaux adhérents reproduisent la répartition générale. En 1999, la répartition entre les continents était la même qu'aujourd'hui.

La répartition des membres par continent



## Une deuxième radiographie de l'association : l'examen de ses structures

*Une association organisant l'animation d'un milieu scientifique par la circulation de l'information*

L'Aislf, tout en maintenant le projet initial de ses fondateurs, n'est pas restée figée dans ses structures d'origine. Elle a été en perpétuelle évolution, cherchant toujours à coller au mieux à la logique de sa propre dynamique comme aux transformations du contexte. De multiples illustrations pourraient exemplifier ce dynamisme :

1) Le nombre croissant des membres a imposé de trouver un outil de reconnaissance quand la seule interconnaissance des membres cooptés ne suffisait plus. Ce fut la création de l'Annuaire des membres, ce petit opuscule vert sapin que chacun conservait précieusement pour retrouver trace d'un collègue, jusqu'à son édition récente sur CD-rom à la fin des années 1990, avant d'être mis en ligne sur le site

web de l'association, en accès libre et mis à jour tous les trois mois;

2) La taille de l'association a aussi appelé à la création du Bulletin en 1983, véritable organe de liaison et de réflexion, qui s'est lui-même ultérieurement scindé en deux avec : a) un *Petit Bulletin* électronique diffusant deux fois par mois, à l'ensemble des membres annonces internationales de postes, programmes de colloques nationaux ou internationaux en sociologie, manifestations liées à la francophonie, appels à communication, avis de publications... b) la *Lettre de l'Aislf*, lettre d'information électronique au format PDF traitant de la vie de l'association et de ses raisons d'être dont le premier numéro est sorti en 2005;

3) Le besoin de développer la communication au sein de l'Aislf et au-delà, de renforcer le dynamisme scientifique de l'association et d'affirmer sa dimension internationale a incité le précédent bureau de l'Aislf à créer la revue *SociologieS*. Cette revue scientifique internationale est disponible en ligne en accès libre depuis l'automne 2006.

4) Pour faire face à l'exigence croissante de circulation d'informations, l'Aislf a créé en 2000 son propre site Internet, hébergé par l'Université de Toulouse-le-Mirail : [www.univ-tlse2.fr/aislf/](http://www.univ-tlse2.fr/aislf/). Ce site donne toutes les informations utiles sur l'association (son histoire, ses objectifs, ses activités, ses moyens d'action...) et offre en outre une série d'informations telles que postes, bourses, appels à communication et à contribution, régulièrement mises à jour. Les Comités de recherche et Groupes de travail de l'association ont la possibilité d'alimenter eux-mêmes leur propre page et d'y faire figurer leurs propres annonces, relayant en cela l'ancienne *Lettre de Liaison* (imprimée) des CR et des GT publié de 1995 à 2001. Des pages spéciales consacrées au Congrès qui s'est tenu en juillet 2004 (actuellement en «Archives») ont permis la gestion en ligne des informations, des inscriptions et des communications qui y ont été présentées. Ce site héberge en outre la revue scientifique de l'Aislf, *SociologieS* (qui sera prochainement accueillie sur le portail [revues.org](http://revues.org)). Bien référencé par les moteurs de recherche, il assure une visibilité à l'Internet francophone scientifique.

*Une association favorisant l'animation d'un milieu scientifique par l'organisation de manifestations scientifiques*

L'Aislf organise directement des colloques et son congrès mondial a lieu tous les quatre ans. Par ailleurs, elle fait vivre une cinquantaine de comités thématiques qui sont à l'origine d'une intense activité scientifique.

1) L'assemblée générale de Menton en 1975 a instauré les Comités de recherche dont le nombre



est depuis en croissance continue (15 en 1977 et 31 en 2006) et dont la fréquence des colloques qu'ils organisent et la quantité des publications qu'ils soutiennent illustrent la vitalité. Les Comités de recherche sont aujourd'hui au cœur de la dynamique de l'Aislf. Certains d'entre eux sont d'une extraordinaire longévité puisqu'ils existent depuis le début, ce qui souligne la stabilité de leur objet comme la qualité de leur organisation leur permettant de perdurer par delà les changements de responsables. D'autres, par contre, se sont transformés ou ont fusionné, adaptant leur problématique aux transformations des regards sociologiques sur leur objet. D'autres, se sont constitués au fil de l'histoire de l'association, se saisissant de questions émergentes ou, tout simplement, résultant de l'initiative d'un réseau d'interconnaissance. D'autres enfin sont morts nés, sans avoir généré d'activités spécifiques, ou ont été des ballons d'essai, exprimant une thématique d'un champ sociologique qui n'a su trouver prise dans la communauté scientifique. La Charte des Comités de recherche, votée en 1992, s'est donné pour but de formaliser les règles minimales permettant de concilier ce développement avec le bon fonctionnement de l'Association. Elle rappelle notamment l'exigence d'ouverture internationale des Comités, la nécessité d'un usage prioritaire de la langue française pour leurs membres, l'importance d'un programme d'activités débordant les temps forts que sont les Congrès.

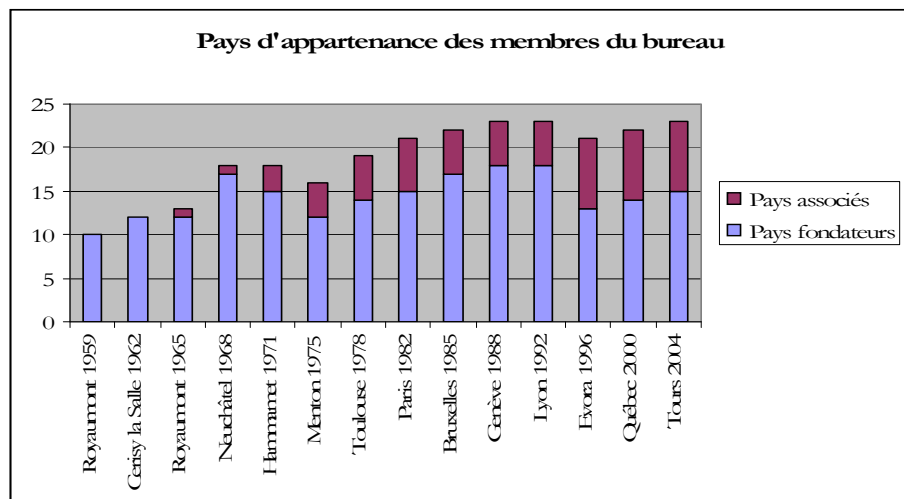
2) En 1988, sont institués les groupes de travail, comme forme intermédiaire plus souple afin de fédérer plus rapidement des énergies autour d'une question dont il n'apparaît pas toujours d'emblée qu'elle puisse immédiatement s'imposer comme objet d'attention de la part des sociologues. 17 d'entre eux ont par la suite été transformés en Comité de recherche, une fois leur objet stabilisé par leur activité scientifique (tenue de colloques, publications...). Si l'approche d'un congrès est toujours propice à la création d'un groupe de recherche ou à sa transformation en comité de recherche, force est de constater au fil du temps un certain tassement des initiatives, imputable probablement à la perception d'une saturation du champ des thématiques en raison même de l'activité des comités de recherche et des groupes de travail existants.

Les Comités de recherche et les Groupes de travail sont l'une des expressions essentielles de

l'association. Ils sont le lieu où se construisent et s'éprouvent, autour de thématiques particulières, des réseaux susceptibles aussi bien d'accueillir de nouvelles générations que de tisser des liens étroits avec les autres associations internationales ou nationales. Ils offrent de vrais espaces de relations internationales qui conduisent à des échanges universitaires, des publications collectives et des collaborations de recherche entre pays. Instruments vitaux de la respiration de l'association dans son ensemble, ils jouissent simultanément d'une autonomie essentielle à leur développement.

*Une association promouvant l'animation d'un milieu scientifique par une ouverture constante*

Au-delà des intérêts particuliers de leurs positions respectives qu'ils cherchaient à défendre (pour l'un, la volonté de trouver un moyen de dépasser les clivages entre les universités belges et de désenclaver la sociologie belge francophone, pour l'autre, un moyen de lutter contre l'hégémonie de la sociologie américaine, en particulier contre la pensée de Parsons à laquelle il était profondément hostile en même temps que de consolider sa position hégémonique dans la sociologie française en passant des alliances extra-nationales) Henri Janne et George Gurvitch se sont interrogés sur la légitimité profonde de cette création et notamment sur la justification de l'usage du français. Ils ont finalement retenu l'idée « d'un droit du sociologue à user de sa propre langue - si elle est culturellement appropriée - et du devoir, en conséquence, de faire reconnaître sa légitimité et son espace dans la pratique de la sociologie. »<sup>4</sup> L'Association s'est construite sur cette base, connaissant un grand succès dans le monde francophone. En 1968, une proposition, émise par le bureau puis reprise en assemblée générale, suggère d'ouvrir plus largement le bureau « à des représentants du Tiers Monde ». Certes, très vite, même si le bureau était à l'origine essentiellement composé de membres des pays



fondateurs, des représentants africains ou brésiliens en avaient fait partie. Mais depuis, la proportion a été croissante au point où est désormais admise l'idée d'une certaine représentation des aires géographiques et/ou culturelles dans la composition du bureau <sup>5</sup>. Cette volonté d'élargissement est d'ailleurs une des conditions du maintien et/ou du développement de l'activité de l'association dans une diversité de contextes culturels, linguistiques et institutionnels.

À la fin des années 1980, l'association entre dans une nouvelle dynamique. L'élection d'un président américain, Edward Tiryakian (Durham University), pose en effet la question d'ouvrir l'Aislf aux sociologues qui parlent français, qui peuvent écrire en français, mais qui n'ont pas le français comme première langue de culture. «L'argument selon lequel l'Aislf offre la possibilité de penser et de s'exprimer dans sa propre langue, si fort pour les Belges, les Québécois, les Suisses, ne vaut pas pour eux et, de moins en moins, pour les sociologues du Maghreb, car l'arabe s'impose au détriment du français. C'est à Edward A. Tiryakian et aux présidents qui vont suivre : Renaud Sainsaulieu (IEP de Paris), Liliane Voyé (Université catholique de Louvain-la-Neuve) et actuellement Daniel Mercure (Université Laval, Québec) que l'on doit d'avoir assumé pleinement cette ouverture vers les pays non francophones et elle s'est traduite très concrètement par l'organisation d'un colloque franco-allemand à Strasbourg, par des colloques en Roumanie, en Bulgarie, en Grèce, en Italie... et par la tenue du XV<sup>ème</sup> congrès au Portugal, à Evora.» <sup>6</sup> Et bien sûr par celle du XVIII<sup>ème</sup> à Istanbul en juillet 2008.

### Une troisième radiographie de l'association : l'examen du projet associatif

*Un réseau scientifique international, vecteur de la francophonie*

L'Aislf, qui, selon ses statuts « groupe des sociologues et autres spécialistes en sciences sociales donnant une orientation sociologique à leurs travaux, quelle que soit leur nationalité, à condition qu'ils utilisent le français, pour une part notable, dans leur activité scientifique » (art. 1), est en fait profondément animé par un objectif de reliance,

celui de faire se rencontrer des sociologues d'expression française, pour confronter leurs démarches théoriques et les résultats de leurs travaux sur l'évolution des sociétés dans le monde contemporain. Beaucoup de collègues de pays partiellement francophones, de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, mais aussi de pays d'Asie et d'Amérique Latine, sont intéressés par un tel courant d'échanges scientifiques qui, sans nier les références à d'autres sociologies, principalement anglo-saxonne et nord-américaine, contribue à l'avancée de travaux conceptuels et méthodologiques originaux en francophonie.

Réseau international francophone, soutien d'activités scientifiques et animation d'un milieu par la circulation de l'information, l'Aislf constitue une réponse importante à un triple enjeu



- scientifique, puis qu'il s'agit de vitaliser les débats entre sociologues de traditions nationales différentes autour de théories et méthodes développées en langue française ;

- politique, puisque, autour de la langue et des cultures d'expression française, se construisent des relations internationales effectives ;

- institutionnel, puisque les réseaux ainsi constitués permettent de soutenir le développement de sociologies académiques particulières, dans le passé en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, mais aussi actuellement en Tunisie, au Sénégal, en Turquie et au Brésil (avec une forte mobilisation du milieu)

### *Une structure promotrice d'une francophonie renouvelée dans le champ des sciences sociales*

Le choix politique de la diversité culturelle promu par l'Aislf depuis quelques temps déjà pose le recours au français non seulement comme affirmation de la spécificité d'une sociologie de langue française et de la tradition dans laquelle elle s'enracine, mais encore comme affirmation de l'importance du maintien d'un pluralisme linguistique sans lequel la sociologie perdrait beaucoup de sa richesse, la possibilité pour les sociologues de s'exprimer dans la langue de leur choix dans le respect des diversités culturelles. Ce respect de la diversité linguistique dans les échanges scientifiques conduit ainsi depuis quelques années à développer des échanges avec les sociologies hispanophones et lusophones. En ce sens, le français devient plus un moyen de communication qu'un outil privilégié d'expression, ce qui infléchit fortement les raisons d'être de

l'association. Elle ne peut plus, si tant est qu'elle l'ait jamais fait, s'appuyer sur la seule défense du français contre l'hégémonie de la langue anglaise dans la communauté scientifique. « Son intérêt majeur tient bien plus désormais dans le fait qu'elle constitue un monde «social» différent de celui des autres associations nationales ou internationales. [...] Il faut oser le dire. La chance actuelle de l'Aislf tient paradoxalement au fait que le français ne peut pas concurrencer l'anglais. Cette faiblesse constitue sa ressource, car elle lui permet d'offrir un espace plus ouvert que celui des autres organisations internationales, un espace où le plurilinguisme a nécessairement droit de cité, où la capacité des problématiques et des théories de la sociologie francophone à penser le monde contemporain dans sa diversité et sa complexité est interrogée, où des sociologues, venant d'autres univers linguistiques et culturels, peuvent se rencontrer. Pour ne donner que quelques exemples récents, car la liste exhaustive des manifestations organisées conjointement par le bureau de l'Aislf et ses comités de recherche serait trop longue, ce fut le cas à Evora, à Istanbul, à Sofia, à Cluj (Roumanie), à Palerme, à Sofia, à Saint-Louis du Sénégal, et encore plus récemment à Ijuí (Brésil) et à Tunis. À chaque fois, les thématiques fort diverses qui nous ont réunis, n'ont pas été seulement l'occasion d'échanges académiques autour de nos travaux. Elles ont été aussi l'occasion de chercher à comprendre les contextes locaux, de tenter de découvrir ce qui nous rapproche et ce qui nous sépare afin de savoir comment nous pouvions devenir, les uns et les autres, selon l'expression de Renaud Sainsaulieu, « des inventeurs de société <sup>7</sup> », des sociologues qui aident les hommes à mieux vivre ensemble. C'est probablement là la mission essentielle des sciences sociales et, si l'AISLF y contribue effectivement, ce que nous croyons, son intérêt n'est plus à démontrer. » <sup>8</sup>

Voilà donc, brossé à grands traits, le portrait actuel de l'Aislf. Pour qu'il soit complet, il faudrait encore le mettre en rapport avec celui des autres associations internationales de sociologie comme l'Association internationale de sociologie ou l'Association européenne de sociologie; ce serait toutefois une très lourde tâche. Contentons-nous simplement de comparer les comités de recherche (ou toute structure de ce type) dont ces associations se sont dotées, pas tant en nombre (l'Aislf se situe en la matière entre l'Ais et l'Aes) mais dans les thématiques qu'ils couvrent. On verrait alors des spécificités et des champs non pris en compte. Ainsi l'Aislf a vu émerger des thématiques absentes au sein des deux autres associations, comme les temps sociaux, l'imaginaire, la laïcité ou la sociologie de l'alimentation, ou bien encore elle met un accent, non visible chez les autres, sur la spatialité et la

territorialité. Par contre, elle a délaissé les questions de méthodologie, la sociologie des mouvements sociaux et des classes sociales ou bien encore la sociologie de la déviance (fort représentées notamment à l'Ais) et elle n'a pas encore saisi des thématiques pourtant présentes depuis quelques temps sur le devant de la scène sociologique comme les catastrophes, la globalisation, la cybernétique, la famine, la consommation, le tourisme international, la révolution biologique, le récit... De quoi peut-être soulever des vocations et laisser espérer la création de nouveaux groupes de travail et comités de recherche !

Marc-Henry Soulet  
<marc-henry.soulet@unifr.ch>



1. Je tiens à remercier Odile Saint Raymond, secrétaire générale adjointe de l'Aislf, Évelyne Benarrouch, secrétaire à l'Aislf, et Diane Baechler, assistante à l'Université de Fribourg qui ont grandement contribué à la production et à la mise en forme de ces données.

2. Hirschhorn M., « L'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF) ou de l'intérêt du maintien d'un réseau scientifique francophone en sciences sociales » in *Hermès*, « Francophonie et mondialisation », n°40, 2004, p. 176-177.

3. Et encore faut-il probablement revoir ce pourcentage à la baisse puisqu'il a été impossible de différencier les divers statuts de professeurs enregistrés, incluant notamment pour le Québec les professeurs associés, probablement plus voisins des maîtres de conférences que des professeurs ou chercheurs de rang A (au sens français).

4. Janne H., « Comment et pourquoi est née, en 1958, l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française » in *Bulletin de l'Aislf*, n°6, p.29.

5. Le Bureau actuel de l'Association, composé de 15 membres hors les membres d'honneur (six femmes et neuf hommes), comprend des représentants de 10 pays différents : cinq de France, deux de Suisse, un d'Italie, un de Turquie, un du Brésil, un de Bulgarie, un de Tunisie, un du Sénégal, un de Belgique et un du Québec (Canada).

6. Hirschhorn M., *loc. cit.*, p. 176-177.

7. Sainsaulieu R., « L'engagement du sociologue dans l'invention de société » in *Bulletin de l'AISLF*, n°13, pp.33-48.

8. Hirschhorn M., *loc. cit.*, p. 176-177.

## Ouvertures

### Mozambique : lusophonie et francophonie dans la sociologie

Parler de sociologie au Mozambique en se rapportant au langage ou aux langues comme celles qui appartiennent à la lusophonie et à la francophonie, c'est réduire les perspectives. Au Mozambique il y a trois grands groupes ethno-linguistiques (Cheua au Nord, Chona au Centre et Tsonga au Sud) (Serra, 2000), et environ 18 langues parlées, et chacune a une variation linguistique particulière, (Kimwani, Shimakonde, Ciyao, Emakhuwa, Echuwabu, Cinianja, Cinyungwe, Cisená, Cibálke, Cimanyika, Cindau, Ciutee, Gitonta, Cicopi, Xichangana, Citshwa, Xirhonga) (Sitoe & Ngunga, 2000). Bien que le portugais soit la langue officielle, ce qui permet, jusqu'à un certain point, la communication, quand on pénètre dans le Mozambique profond, on a besoin d'être accompagné par des interprètes qui dominent les langues locales.

De ce point de vue, il est logique de rattacher la langue au Mozambique au processus historique du pays, de la colonisation à l'indépendance ; de celle-ci à la lutte armée qui a anéanti le pays ; de l'accord de paix au processus de démocratisation. Bien que l'analyse de la relation entre langue et histoire ne soit pas le thème de notre réflexion, celle-ci prend une dimension particulière, car c'est l'utilisation d'une langue déterminée qui permet l'organisation de la pensée et la communication, qui viabilise un langage. Il serait donc logique de penser la sociologie faite au Mozambique par l'intermédiaire de la langue dans laquelle elle est pensée, parlée et écrite (Saussure, 1916).

Nous croyons donc plus pertinent de conduire une réflexion sur la sociologie au Mozambique et sa place dans la francophonie. En parcourant les phases historiques vécues par le pays, nous y trouvons également la production de connaissances dans les sciences sociales.

La première université publique est née en 1968 avec la fondation de l'Université de Lourenço Marques, située à Maputo, la capitale du pays – appelée à l'origine Études Générales Universitaires (1962) et intégrée à l'Université Portugaise, avec l'objectif d'établir les bases d'une future université.

Durant la période coloniale quelques études géologiques, archéologiques, ethnologiques et historiques avaient été menées par l'Institut de Recherche Scientifique du Mozambique. Cette institution réalisait des recherches dans ces branches depuis la fin des années 1940 (Fernandes, 2003). Au cours de cette phase, les études réalisées à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont été importantes pour le maintien de la politique coloniale portugaise.

Après l'indépendance en 1976, cette même université a pris le nom d'Université Eduardo Mondlane. Et comme corollaire, la même année, a été créé le Centre d'Études Africaines-CEA en hommage au centre homonyme créé au cours des années 1940/50 à Lisbonne, au Portugal, par Amílcar Cabral, Marcelino dos Santos, Mario de Andrade, Noémia de Sousa. Au cours de la période qui a suivi l'indépendance, le CEA est devenu une référence. Il constitue le point de départ de notre réflexion.

Il a été organisé en fonction de spécialités comme : l'histoire coloniale, l'Afrique Australe et contemporaine, l'histoire, l'anthropologie. Ses collaborateurs étaient mozambicains ou venaient de l'extérieur, comme la sociologue sud-africaine et activiste *anti-apartheid* Ruth First, l'anthropologue américaine Brigitte O'Laughlin, l'historienne italienne Ana Maria Gentile, l'historien zairois Jacques Delpechin et l'historien et documentaliste sud-africain Colin Durch (de Brito, 2006).

L'une des initiatives les plus importantes du CEA a été la création de la revue *Études Mozambicaines* destinée à mettre en avant une nouvelle école marquée par la rupture avec l'héritage colonial et la nécessité de restructurer une « autre » société après une guerre d'indépendance de 10 ans (le CEA donnait aussi des cours dans le domaine du développement). Elle se voulait théorique, mais pas académique, et affirmait clairement son objectif : être un véhicule d'intervention, participer à la construction de la « nation mozambicaine », et surtout être force de proposition. Les articles se rapportaient aux sciences sociales en général et suivaient une ligne théorique/idéologique nettement marxiste. La revue a publié aussi des témoignages de travailleurs, paysans et *guerrilleros* de la lutte de libération du régime colonial. Cette revue assume depuis le début divers principes : négation de la division du travail dans la production de la connaissance, de l'esprit de chapelle, du carriérisme universitaire, et aussi de l'isolement professionnel, caractéristiques du modèle bourgeois (ceci dit à titre de référence, la production scientifique n'étant pas limitée à celle de la revue. Nous l'avons choisie pour des raisons méthodologiques, en tant qu'exemple).

Les articles de sociologie publiés au cours de cette période – 1980 à 1992 –, n'étaient pas nécessairement écrits par des sociologues, mais dans une « perspective sociologique ». Le moment politique national était caractérisé par la démocratie populaire, le socialisme et la guerre civile. Les travaux légitimaient « théoriquement » le nouveau régime politique et par conséquent, un ordre social créé et défendu par le régime. Les dix articles que nous avons répertoriés portent sur : la question agraire, la formation en sciences sociales, la faim, la révolte et le massacre, le sens de l'indépendance, le pouvoir blanc, la religiosité, la base sociale de la guerre, la société civile et le rôle de l'État indépendant.

Avec la fin de la guerre civile en 1992, le contexte social, politique et économique change. Le début du processus de la restructuration économique dictée par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (en 1987), l'approbation de la Constitution multipartite (1990), l'effondrement du régime de l'apartheid en Afrique du Sud (1990), l'Accord Général de Paix (1992), et la réforme de la structure du gouvernement, illustrent le contexte dans lequel commence la seconde phase de la revue. Au cours de cette période, la préoccupation principale est la publication d'articles académiques se rapportant à l'actualité, loin du point de vue du sens commun et de l'idéologie (de 1993 jusqu'à aujourd'hui). Les thèmes

sont : État et démocratie, religiosité, populations déplacées, pouvoir et savoir, connaissance et apartheid, parti et paysannat, transport et espace urbain, post-modernité et modernité, genre, *leadership* communautaire, environnement, santé publique, exclusion sociale et citoyenneté, sécurité publique et nécessité de l'existence d'une sociologie africaine (*Revista Estudos Moçambicanos*). Cependant la production académique en sciences sociales ne se limite pas à celle de ce Centre. En 1995 est créée la première structure universitaire destinée à la formation et à la recherche en sciences sociales ; elle porte le nom de *Unité de Formation et Recherche en Sciences Sociales-UFICS*. L'*UFICS* est la dépositaire du système idéologique du *CEA* et en constitue pratiquement le prolongement, chargée maintenant de l'enseignement ; d'ailleurs Luiz de Brito, le premier directeur de l'*UFICS*, était

chercheur au Centre. Cette unité naît alors avec la mission d'établir les programmes des cours d'anthropologie et de sciences politiques/administration publique qui sont approuvés en 2000, et plus tard celui de sociologie, formalisé seulement en 2002. Les cours durent cinq ans, divisés en trois ans de *bacharelado* (diplôme universitaire de base pour l'exercice de la profession) et deux ans de *licenciatura* (diplôme complémentaire de formation qui donne la capacité à enseigner).

Les débats académiques portaient sur des questions d'actualité, telles que l'analyse du processus électoral, l'instauration du multipartisme, les propositions et les analyses de politiques publiques, les séminaires de formation pour les partis de l'opposition. La production intellectuelle était liée à chaque professeur : en d'autres termes, il n'y avait pas de publication collective comme dans la revue *Études Mozambicaines*. Il faut noter, à ce moment-

là, le rapprochement d'un segment du corps enseignant du parti du *Front de Libération du Mozambique-FRELIMO* (le *Frelimo* a conduit le processus d'indépendance. Après celle-ci, il y a eu seize ans de guerre civile entre le *Frelimo* et la *Résistance Nationale de Mozambique-RENAMO* qui sont devenus des partis politiques après les accords de paix. Aujourd'hui le Mozambique compte six partis et une alliance de partis intitulée opposition constructive).

L'engagement politique était une réalité, bien qu'on pût distinguer quatre grands groupes d'intérêt : système politique et électoral, démocratie, genre et politique de développement, valorisation de la culture mozambicaine, et syndicalisme et anthropologie. Le Département de sociologie était le plus petit. Les premiers mémoires de fin d'études ont vu le jour en 2002 jusqu'à 2004. Ceci parce qu'en 2000 il y a eu une grève de professeurs pour protester contre l'administration du recteur de l'époque, Brazão Mazula (en 2002 il y a eu une grève d'étudiants qui demandait la validation du programme de Sociologie rédigé depuis 2000). Cette grève a marqué profondément les esprits ; en effet, après la grève, de nombreux professeurs ont quitté l'*UFICS*, d'autres se sont réfugiés au *CEA*, l'*UFICS* a été dissoute et la fonction d'enseignement absorbée par la Faculté des Lettres en 2004.



Aujourd'hui le Cours de Sociologie en est à son second chef de département après la fusion. Son corps enseignant est encore fragile : trois docteurs et 17 maîtres. Les professeurs forment trois groupes : (i) ceux ayant fait leurs études à l'étranger, dans les pays communistes, d'Europe de l'Est et à Cuba ; (ii) dans des pays comme le Brésil, le Portugal, la France, l'Angleterre, etc. ; (iii) ceux qui ont été étudiants du Cours de Sociologie. Quelques-uns appartiennent à des associations internationales de sociologues, au Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique-CODERSIA ; au CEA des universités portugaises, et à des universités européennes.

À l'image du pays entier, l'enseignement de la sociologie panse ses blessures ; il vit actuellement le processus de transition de l'« ancien cursus » de cinq ans (héritage de l'UFICS) au « nouveau » de quatre ans. Le Département se lance dans divers projets : cours du soir ; structuration des centres de recherche ; création du premier Cours de Service Social du pays, en collaboration avec l'université finlandaise, entre autres.

La relation avec le CEA est institutionnelle et distante. L'individualisation de l'enseignement et de la recherche donne le ton ; il n'y a pas de complémentarité entre les disciplines connexes. Les travaux de fin de cours illustrent la diversité des perspectives théoriques : ils forment un *patchwork*. Quant à la discussion académique et à la production intellectuelle, elles sont encore choisies et réalisées à l'initiative de chaque professeur. Des livres et des articles sont publiés, et quelques professeurs adoptent d'ailleurs la communication électronique et créent leur « *blog* » destiné au débat d'idées.

Il faut, maintenant, que nous revenions à l'origine de notre texte et à la raison pour laquelle nous écrivons : « *Mozambique, lusophonie et francophonie dans la sociologie* ». Le débat sociologique au Mozambique, comme on a pu le voir, n'est pas nouveau, mais a été conditionné par les allers et venues de la (re)construction même du pays.

Actuellement la pratique du libre débat d'idées n'existe pas ; celui-ci est réservé à des élus et à des petits groupes, le lien entre les postes de direction et le parti qui gouverne bloque la spontanéité de la discussion et fait que chacun

s'isole dans son espace propre. On ne débat pas assez sur les thèmes criants et il n'y a pas une problématisation des politiques publiques par exemple, sur la pauvreté, les maladies endémiques et transmissibles, l'espace urbain, la production économique, etc. Des scissions internes et l'excessive politisation de la production de la connaissance bloquent le progrès de la production intellectuelle et académique.

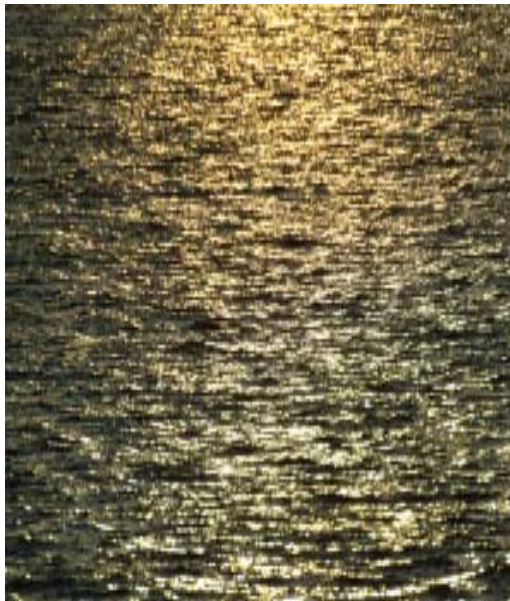
La construction d'une connaissance sur le Mozambique a été de deux ordres. La première en instrumentalisant théoriquement la légitimation politique du régime, soit colonial, soit du pays

indépendant, et la seconde, individualisée, centrée sur la projection personnelle de chaque intellectuel. Nous croyons pouvoir dire que, bien que fragile, l'*intelligentsia* mozambicaine existe, mais qu'elle est encore prisonnière de la discussion sur la production d'un savoir africain. Par option théorique et méthodologique nous évitons la polémique sur l'existence ou la nécessité d'une sociologie africaine, de même que sur une

sociologie des sociétés africaines. Notre objectif est la production d'un savoir sur les réalités et les sociétés, qu'elles soient africaines, latino-américaines, européennes, etc (Macamo, 2001).

Dans ce contexte social et politique complexe, la langue avec laquelle on pense, parle et analyse les faits de la vie quotidienne, c'est-à-dire avec laquelle on véhicule des propositions, reflète plus que jamais l'insertion sociale des individus. Être intellectuel et citoyen transcende les barrières de la géographie et du langage. Si nous avons raison en affirmant que la langue est pouvoir et qu'elle est interdépendante d'une culture, la dimension sociale dans laquelle elle existe finit par acquérir une signification particulière.

Au moment où nous terminons ce texte, le Mozambique vient d'être admis comme membre de l'Organisation Internationale de la Francophonie-OIF, avec le statut d'observateur, au 11<sup>ème</sup> Sommet du Forum, qui s'est tenu à Bucarest les 28 et 29 septembre 2006. Le pays dispose avec la France de liens établis par une coopération de longue date,



illustrée par différents projets, mais, dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, il y a encore beaucoup à faire.

La sociologie au Mozambique vit malgré ses maux et ses difficultés. L'apprentissage qui reste de l'histoire du pays avec la lusophonie, doit servir de paramètre pour toute approche avec une autre langue. La sociologie écrite en français, si nous ne partons pas d'une fausse prémisse, dépasse les frontières, en effet c'est un kaléidoscope de cultures, de perspectives théoriques puisqu'elle se structure dans des réalités différenciées. Il est bien vrai qu'elle n'est pas unique, mais nous croyons que la richesse et la façon dont ses organisations (comme l'Association des Sociologues de Langue Française-AISLF) agissent, favorisent une plus grande inclusion de la différence.

Nous croyons qu'aujourd'hui le Mozambique vit un moment particulier d'ouverture à l'au-delà des limites de l'Afrique sub-saharienne, et que la sociologie réalisée au Mozambique est prête pour l'échange. Le défi est lancé et nous espérons que ce texte pourra resserrer les liens et participer à ce que le Mozambique entend être son présent et son avenir.

**Domingos Langa, Université de Maputo  
et Nair Teles <nteles@uem.mz>**

#### Références bibliographiques :

- DE BRITO Luis, *Le rôle du CEA dans la recherche au Mozambique et l'Afrique Australe*. Travail présenté à la table ronde en hommage à Aquino de Bragança, 2006, UEM (non publié).
- FERNANDES Carlos M., *Saber, Poder e Metodologia na Produção Científica do CEA (1975-1984)*, UFCS, UEM, 2003 – Dissertation de Licence d'Enseignement en Sociologie soutenue en 2003.
- MACAMO, Elisio, «A Constituição duma Sociologia das Sociedades Africanas», *Estudos Moçambicanos*, n° 19, p.5-26, Maputo, 2001.
- *Revista Estudos Moçambicanos*, UEM, Maputo, Mozambique, n°s 1, 2, 4, 5/6, 7, 9, 10, 11/12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20 et n° spécial de 1998.
- SAUSSURE Ferdinand de, *Cours de Linguistique Générale*, Paris, 1916, p.15. La distinction entre langue et langage a été établie par Saussure (1916). On a appris avec lui que la langue est un produit social de la faculté de langage, un ensemble de conventions nécessaires et adoptées socialement.
- SERRA, C. (dir.), *História de Moçambique – Volume I*, 1.ère éd. Département d'Histoire, UEM, Livraria Universitária, 2000
- SITO E. B. & NGUNGA A. (ed.), *Relatório do II Segundo Seminário Sobre a Padronização da Ortografia de Línguas Moçambicanas*, CELIMO, UEM, Maputo, 2000.

## Informations diverses

### **SociologieS, revue scientifique de l'Aislf**

Depuis le mois d'octobre 2006, la nouvelle revue de l'Aislf, *SociologieS*, est en ligne. Sa création, comme celle du site, de cette *Lettre* semestrielle, du Petit bulletin diffusé deux fois par mois, s'inscrit dans une politique de communication qui vise à développer les liens entre nos membres et à faire connaître les attraits de notre association et l'intérêt d'y être un membre actif. À l'inverse de la *Lettre* et du Petit bulletin, la revue ne fait pas mention d'éléments relatifs à la vie associative. Elle se centre uniquement sur des contenus scientifiques. Revue de l'Association, publiant des articles émanant de ses membres ou d'auteurs en rapport avec l'Aislf, mais qui seront toujours soumis à un comité de lecture, elle met en évidence l'activité de nos Comités de recherche et de nos Groupes de travail ainsi que de nos membres individuels. Elle favorise le partage de la réflexion et l'ouverture à la diversité des courants théoriques et des perspectives méthodologiques, sans exclusive. Elle permet aussi, grâce à la traduction, la publication d'articles de sociologues non-francophones participant aux activités de l'Aislf. Enfin, expression d'une Association internationale, elle rendra visible les publications des sociologues de plus de cinquante pays francophones et non-francophones.

La revue se compose de cinq rubriques :

- **Premiers textes** s'adresse à de jeunes chercheurs, doctorants ou récents docteurs (moins de cinq ans) afin de leur permettre de valoriser leur travail. Ces premiers textes peuvent aussi bien rendre compte d'un travail en cours ou achevé que développer une réflexion théorique ou méthodologique, présenter une synthèse ou un aspect particulier d'une recherche.
- **Théories et recherches**, rubrique classique par définition, offre au lecteur des articles de haute qualité scientifique traitant d'un aspect théorique particulier, faisant le point sur un concept ou une approche théorique particulière, présentant les résultats d'une recherche originale et/ou discutant

d'aspects méthodologiques spécifiques. Il s'agit de mettre à profit la dimension internationale de l'Association pour faire circuler des éléments de la production sociologique entre des espaces institutionnels et culturels différents.

- **Transferts** renvoie à un champ scientifique en mouvement. Il est rare que des espaces soient offerts pour rendre compte d'expériences originales dans le champ de l'enseignement, de la sociologie professionnelle ou même de la recherche. Cette rubrique vise à les faire connaître afin de favoriser leur réappropriation, leur adaptation, leur transfert.

- **Découvertes / Redécouvertes** contribue à la dynamique scientifique de l'espace francophone de deux manières : en publiant la traduction de textes dont le contenu paraît essentiel au regard des débats actuels de la discipline ; ou encore en valorisant des textes anciens qui ont été oubliés, mais dont le contenu se révèle toujours pertinent. Chacun de ces articles est introduit et contextualisé.

- **Débats** se veut une ouverture sur les enjeux théoriques, méthodologiques ou institutionnels qui traversent la sociologie francophone. Dans la mesure du possible, elle donne l'occasion à plusieurs voix de s'exprimer sur une question et offre la possibilité de réagir et d'approfondir les positions exprimées dans une parution ultérieure.

Le Comité de rédaction, composé de façon transitoire jusqu'à la prochaine Assemblée générale d'Istanbul en juillet 2008, regroupe des membres du Bureau et des responsables de CR et GT de l'Aislf dans un souci d'équilibre, de parité hommes/femmes et de diversité géographique et thématique : Annick Germain (Québec, Canada, CR 02), Pierre Guibentif (Portugal, CR 03), Monique Hirschhorn (France, CR 11), Christian Lalive d'Épinay (Suisse, CR 06), Zeyneb Samandi (Tunisie, CR 08), Odile Saint Raymond (France), Marc-Henry Soulet (Suisse, CR 30 et GT 19), Liliane Voyé (Belgique). La directrice de la publication en est Monique Hirschhorn, le rédacteur en chef Marc-Henry Soulet et la secrétaire de rédaction Odile Saint Raymond. Pour l'évaluation des articles soumis à publication, les experts sont choisis, de préférence parmi les membres de l'Aislf, pour leurs compétences sur les sujets traités par les auteurs. On peut prendre connaissance de la composition de la liste des experts sur la page d'accueil de la revue.

*SociologieS* est une revue électronique en accès libre sur le site web de l'Aislf, <<http://w3.univ-tlse2.fr/aislf/>> ou, plus simplement <[www.aislf.org](http://www.aislf.org)>. Les articles sont mis en ligne au

fur et à mesure de leur acceptation. Actuellement, treize articles sont accessibles : cinq dans la rubrique "Premiers textes", six dans "Théories et Recherches", un dans "Découvertes/Redécouvertes" et un dans la rubrique "Débats".

Mais la revue va connaître prochainement une petite révolution : elle vient d'être admise sur le portail scientifique <[revues.org](http://revues.org)>. Cette fédération de revues scientifiques en ligne, dont on connaît l'exigence de qualité, est non seulement une reconnaissance pour une revue aussi jeune, une garantie de sérieux supplémentaire, mais surtout une assurance de visibilité sans égale pour les articles publiés, grâce à un référencement très efficace. On peut par exemple rappeler que le site <[www.revues.org](http://www.revues.org)> reçoit plus de 700.000 visites par mois et que plus de 23.000 abonnés à la *Lettre électronique de Revues.org* sont informés des dernières parutions. Enfin <[revues.org](http://revues.org)> est lié à trois sites importants dans le champ des sciences sociales francophones : Calenda "le calendrier des sciences sociales", <<http://calendula.revues.org>> ; l'Album des sciences sociales, répertoire critique de ressources électroniques en sciences humaines <<http://album.revues.org>> ; et In-extenso, moteur de recherche spécialisé en sciences sociales et humaines <<http://www.in-extenso.org>>.

**Odile Saint Raymond**

<[odile.saint-raymond@univ-tlse2.fr](mailto:odile.saint-raymond@univ-tlse2.fr)>

## Informations éditoriales

La *Lettre* de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française est adressée

- à tous ses membres, soit par voie électronique, soit par voie postale

- à ses partenaires institutionnels ou scientifiques

### **Responsable éditorial :**

Monique Hirschhorn

### **Conception :**

Sophie Le Garrec

### **Réalisation :**

Odile Saint Raymond

**Contact :** <[aislf@univ-tlse2.fr](mailto:aislf@univ-tlse2.fr)>

**Site Internet :** <[www.aislf.org](http://www.aislf.org)>

**Retrouvez la *Lettre* sur notre site Internet :**

[www.aislf.org](http://www.aislf.org)